

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Juin 2015 - Volume 31 - n°2



Relations ville - campagne



Agriculture durable à faibles apports externes
N°31 volume 2 - Juin 2015
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932



Édité par :
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@iedafrique.org
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : Souleymane Cissé

Comité éditorial : Bara Guèye,
Mamadou Fall, Mamadou Diop,
Cheikh Tidiane Sall, Lancelot
Soumelong-ehode, Souleymane
Cissé, Cheikh Tidiane Wade

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall
et Ousmane Traoré Diagne

Conception graphique - Impression :
Imprimeries Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale
Farming Matters
IPO Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Association ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@glasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 Relations ville-campagne : Vers des systèmes alimentaires intégrés

Emily Mattheisen

9 Enjeux d'un aménagement du territoire autour de la ville de Dakar : quel avenir pour l'agriculture périurbaine ?

Cheikh Tidiane Wade

13 Relations campagne et la ville : deux réalités complémentaires et interdépendantes

Emile N. Hounbo

15 Renforcer le sentiment d'appartenance et les liens communautaires pour développer l'agroécologie urbaine dans les communes du Cap

Henk Renting, Rob Small et Femke Hoekstra

18 Des marchés itinérants pour approvisionner les quartiers de Dakar en produits issus de l'agroécologie

Souleymane Cisse

19 « Let's Be a Farmer - Soyons un Agriculteur » : une initiative pour encourager les jeunes du Bénin à pratiquer l'agriculture

Ariel Djomakon, Moubarakatou Tassou, Pierre-Marie Kakpohoue, Yvon Saroumi

21 Approvisionnement des villes du Sahel en céréales transformées : Renforcer les capacités des femmes transformatrices pour une meilleure offre

Gilles Mersadier

22 Région de l'Adamaoua au Cameroun : Des échanges ville campagne pour l'approvisionnement en œufs

François Djitie Kouatcho, Claudilde Megueni, Félix Meutchieye, Alexis Teguia, Dieudonné Bitom

24 Sites web

25 Bibliographie

27 AGRIDAPE infos

6 Relations ville-campagne : Vers des systèmes alimentaires intégrés

Emily Mattheisen

Avec l'expansion des villes et leurs besoins croissants en nourriture sans oublier les défis d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural, les experts se demandent comment pouvons-nous prendre des décisions plus appropriées sur le développement, basées sur une approche plus inclusive ? Il devient nécessaire de conduire un changement révolutionnaire dans le système alimentaire établi dans les relations villes et campagnes. Ainsi, dans les audiences internationales notamment la troisième Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable ou Habitat III et la Global Expo de Milan, les réflexions font émerger un nouveau concept, celui de « villes-régions » ou « city region » pour remplacer la « ville » en tant que cadre de référence pour les discussions sur le développement urbain durable.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Sites Web

<http://www.iedafrique.org/agridape.html>
<http://www.agriculturesnetwork.org>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@iedafrique.org

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA.

Photo de couverture

Récolte de légumes dans un Township du Cap

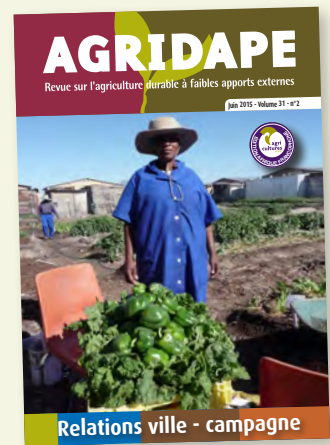
Source :

Femke Hoekstra

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



14 Renforcer le sentiment d'appartenance et les liens communautaires pour développer l'agroécologie urbaine dans les communes du Cap

Henk Renting, Rob Small et Femke Hoekstra

Pour contribuer à la sécurité alimentaire et au renforcement des moyens de subsistance dans les townships du Cap en Afrique du Sud, l'ONG Abilimi a initié l'opération des « Récoltes de l'espoir ». Il s'agit d'un système de production et d'approvisionnement en paniers de légumes de saison écologiquement cultivés pour ainsi soutenir le développement de chaînes d'approvisionnement des marchés locaux. Cette initiative constitue une entreprise sociale impliquant aujourd'hui 18 groupements et environ 120 producteurs. Elle a permis de renforcer les liens ruraux-urbains et le sentiment d'appartenance des populations des Townships du Cap.



19 « Let's Be a Farmer – Soyons un Agriculteur » : une initiative pour encourager les jeunes du Bénin à pratiquer l'agriculture

Ariel Djomakon, Moubarakatou Tassou, Pierre-Marie Kakpohoue, Yvon Saroumi

En partenariat avec des organisations telles que Young Leaders Corporation, Give1Project et Young Pioneers for Development, et avec le soutien de l'Ambassade des Etats-Unis au Bénin, l'ONG Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD) met en œuvre l'initiative « Let's be a farmer » pour inciter les jeunes et les femmes citadins à se lancer dans l'agriculture. Des expériences de ce genre devraient être accompagnées pour résoudre le problème de l'emploi des jeunes dans les capitales d'Afrique de l'Ouest

3

Chères lectrices, chers lecteurs,

De tout temps, les villes et les campagnes sont interdépendantes et s'influencent mutuellement. Aujourd'hui avec le changement climatique, l'accroissement rapide de la population ainsi que les défis liés à la sécurité alimentaire, l'emploi et la lutte contre la pauvreté, l'urbanisation galopante, les fonctions et les échanges villes-campagnes sont de plus en plus débattus.

Ce numéro 31.2 d'AGRIDAPE veut contribuer à la réflexion sur la distribution des rôles entre l'espace rural et les villes. Dans ce numéro, nous traitons les questions de savoir, comment l'agriculture peut-elle participer à l'émergence de villes et de campagnes résilientes faces aux défis actuels tels que le changement climatique, l'insécurité alimentaire et le sous-emploi ? Quels rôles pour les jeunes et les femmes ? Quelle stratégie d'aménagement du territoire pour favoriser la durabilité de la coexistence de ces deux espaces ?

Bonne lecture



Construire des systèmes alimentaires durables au-delà du clivage rural-urbain

4



Photo : PRISE Climate

Micro jardinage urbain à Kinshasa

Les réflexions autour des relations villes et campagnes ont toujours eu lieu, cependant, avec le contexte actuel marqué par le changement climatique, l'accroissement démographique avec ses défis notamment liés à la sécurité alimentaire, l'emploi et la lutte contre la pauvreté, l'urbanisation galopante, le débat sur les relations villes et campagnes leurs rôles dans les sociétés est de plus en plus agité pour apporter des réponses adéquates aux défis déjà cités.

En effet, avec l'urbanisation exacerbée par l'exode rurale, on assiste à la réduction et à la disparition de plusieurs zones rurales, ce qui perturbe lourdement l'approvisionnement des ménages en produits alimentaires. Selon les projections, d'ici 2050, la surface des villes pourrait tripler et elles regrouperaient 70% des habitants et actuellement, la plus part des villes africaine fait face à une croissance très rapide de leur population, qui engendre une demande alimentaire encore plus importante à satisfaire.

Dans le même sens, avec les enjeux actuels de sécurité alimentaire et d'intensification de la production agricole autour des grandes villes, on assiste à l'émergence d'une agri-

culture périurbaine très innovante prônant de plus en plus les principes de l'agriculture durable à faibles apports externes et particulièrement de l'agroécologie. Cette forme de production est d'autant encouragée par l'existence d'un grand nombre de consommateurs soucieux d'une alimentation saine et de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

Face à tous ces enjeux, il convient de se demander : Comment évoluent les relations villes et campagnes ? Comment l'agriculture peut participer à l'émergence de villes et de campagnes résilientes faces aux défis actuels tels que le changement climatique, l'insécurité alimentaire et le sous emploi ? Comment arriver à mettre en place un système alimentaire performant et inclusif qui rapproche les villes et les campagnes ? Quels systèmes de production agricole aux marges des villes pour un meilleur approvisionnement des consommateurs citadins ? Comment arriver à une bonne mobilisation de la main-d'œuvre ?

Ce numéro 31.2 d'AGRIDAPE veut contribuer à la réflexion sur cette distribution des rôles entre l'espace rural et la ville, également

réfléchir à la mise en place de nouveaux systèmes alimentaires pour un meilleur rapprochement entre consommateurs et producteurs.

Des réalités très anciennes et des fonctions diverses

Dans tous les pays africains, le clivage entre les villes et les campagnes est apparu avec la colonisation et l'urbanisation n'a fait qu'accentuer le phénomène et a fini par séparer les communautés en citadins et ruraux. En termes de fonctions, les relations sont établies entre des zones rurales de production alimentaire et des zones urbaines de consommation. Dans ce numéro, Felix Meutchiye analyse ces réalités entre villes et campagnes, il met en évidence les ambiguïtés de ces relations pour analyser l'interdépendance, les services et les échanges entre villes et campagnes. Il nous interpelle également sur les enjeux du transport des produits agricoles. Selon lui, les rapports entre les campagnes et les villes du Cameroun semblent pas livrer de premier abord toute la complexité de leurs trajectoires et perceptions, donc de leurs histoires. Il nous

explique à travers l'exemple de la caféiculture dans l'Ouest Cameroun comment la ville et la campagne exercent des influences mutuelles.

La coexistence ville et campagne est vitale pour les populations. Emile Houngbo s'appuie ainsi sur une étude sur l'agriculture urbaine des villes d'Abidjan et d'Ibadan avec la production de banane au sein des concessions urbaines pour dire que l'agriculture urbaine serait un moyen pour faciliter l'accès des citadins à l'alimentation et qu'il faudrait pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, éviter une urbanisation qui ne sert pas la campagne qui crée des distorsions telles que l'apparition de quartiers spontanés à la périphérie sans aucun plan de développement foncier

Au-delà du clivage ville campagne

Depuis fort longtemps, avec le clivage rural-urbain, on observe une bicéphalie des espaces et une l'émergence de rôles pour les villes et les campagnes.

Mais, avec des zones rurales de plus en plus vides et des productions agricoles fortement affectées par le changement climatique. En plus, de nombreux producteurs par défaut de transport de leurs productions, accèdent difficilement aux marchés urbains, de nombreuses familles en zone urbaine restent sans accès à une nourriture abordable, saine et nutritive.

En même temps, les petits producteurs agricoles et leur famille en zones rurales font face à de fortes menaces sur leurs moyens de subsistance en milieu rural. Il est donc vital d'opérer un changement révolutionnaire dans le système alimentaire.

Ainsi, Emily Mattheisen aborde les enjeux de la mise en place de systèmes alimentaires qui intègrent les réalités villes et campagnes, fondé sur une planification urbaine et rurale. Pour cela, il faudrait une implication des collectivités locales, une décentralisation et des directives claires à l'endroit des collectivités locales essentielles à la réalisation des engagements politiques internationaux et des obligations de prendre en considération les droits humains pour appuyer la planification rurale-urbaine intégrée.

Mobiliser la jeunesse et les femmes

L'agriculture urbaine constitue un important levier de développement des villes, elle permet d'absorber les jeunes chômeurs dans les cités. Nous partageons dans ce numéro l'expérience de Dominic Machingura, un jeune urbanagriculteur de Harare qui veut montrer le potentiel de ce mode de production.

Au Bénin, l'ONG Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD) œuvre

pour faire émerger des confrontations villes-campagnes pouvant favoriser l'engagement des jeunes et des femmes en agriculture. A travers l'initiative « Let's Be a Farmer – Soyons un Agriculteur » YPAD organise des visites au profit des jeunes citadins pour les initier à l'agriculture.

Avec l'évolution des modes de vie, les populations citadines ont besoin d'une offre plus adaptée à leur style de vie. Les producteurs et les transformateurs doivent alors satisfaire ces exigences pour une durabilité de leur revenu par l'écoulement de produit respectant les normes. Dans ce numéro, nous partageons ainsi l'expérience d'AVI qui accompagne ses membres pour améliorer les conditions de transformation des céréales. Dans son approche, AVI mise sur le renforcement de capacités des femmes transformatrices pour une meilleure offre de céréales transformées.

L'accès aux marchés urbains, un enjeu fort !

Un réseau routier et un rapprochement entre consommateurs et producteurs est un enjeu majeur pour permettre aux populations d'accéder à des produits agricoles frais et aux producteurs de pouvoir écouler facilement leurs produits et avoir un revenu conséquent.

Aujourd'hui, avec un nombre croissant de consommateurs soucieux de la qualité des produits qu'ils achètent, on observe des dynamiques de reterritorialisation et de diversification de l'activité agricole intégrant les demandes urbaines, une revalorisation de la proximité, des circuits courts considérés comme garants de qualité. C'est le cas au Sénégal où la coopérative Sell-Sellal, appuyée par Enda Pronat, elle organise des marchés itinérants à travers les quartiers de Dakar pour commercialiser des produits issus de l'agroécologie et de l'agriculture bio.

Au Cameroun, les relations villes-campagnes sont parfaitement illustrées par la commercialisation des œufs. En effet, au niveau de la région de Ngaoundéré qui est un carrefour important pour le commerce au Cameroun, les paysans acheminent leurs œufs fermiers par différents moyens et y trouvent des œufs venant des élevages industriels des zones urbaines.

Les zones urbaines étant très propices à la pratique de l'agroécologie sur de petits espaces, c'est ainsi qu'en Afrique de Sud, l'initiative Harvest of Hope ou les « récoltes de l'espoir » fait promotion de l'agroécologie dans les townships. Cette initiative, menée par une ONG local veut contribuer à la sécurité alimentaire et au renforcement des moyens de subsistance des populations vivant dans les townships. L'initiative représente aussi un système de livraison de paniers de légumes au Cap en Afrique du Sud.

Vers une agriculture urbaine plus forte

L'aménagement du territoire constitue un défi majeur pour la durabilité des fonctions et pour permettre un équilibre dans les campagnes, sans oublier le renforcement de l'agriculture périurbaine. En partant de l'exemple de la ville de Dakar et sa périphérie où la production maraîchère représente 30% de la production nationale et occupe de nombreux actifs, intermédiaires et détaillants, Cheikh Tidiane Wade aborde les mutations dues à l'urbanisation et qui affectent les rapports villes campagnes. Selon lui, l'occupation rapide et anarchique des espaces destinés à l'agriculture (Niayes) et à l'élevage et les projets d'aménagement à Diamniadio, notamment la mise en place d'une zone industrielle vont précipiter la déstabilisation des relations dynamiques entre Dakar et son arrière-pays et engendrera une forte réduction des superficies agricoles et par conséquent va accentuer la vulnérabilité des familles pauvres qui ont l'agriculture comme principale activité génératrice de revenus.

Ainsi, dans sa réflexion, le docteur Wade pense que l'idéal serait la mise en place d'éco villages pour réinstaller les familles de producteurs déplacées avec l'aménagement de nouveaux périmètres irrigués avec des eaux retraitées amenées de la ville et enrichis par des composts issus du recyclage des déchets organiques urbains.

Avec les opinions et les expériences partagées dans ce numéro 31.2, on s'aperçoit que les relations villes et campagnes sont très complexes dans la mesure où elles évoquent des aspects de plusieurs natures notamment économiques, socioculturels, environnemental, etc.

Pour un bien être des populations et une coexistence durable de ces entités territoriales, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de planification intégrant leurs rôles et leur interdépendance.

L'urbanisation ne constitue ni une solution, ni un indicateur d'émergence des sociétés. Pour des sociétés résilientes, l'agriculture devrait être placée au centre des préoccupations et devrait être hautement considérée dans les plans d'aménagement territorial pour favoriser la mise en place de systèmes alimentaires intégrés. Fort heureusement les politiques et programmes au niveau international prennent en compte ces réalités dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) comme l'explique Emily Mattheisen, « le droit à la ville » est devenu un cadre important dans l'approche de la société civile et des collectivités locales pour la gestion de la ville et de ses arrière-pays ruraux. Cependant la mise en place de systèmes alimentaires durables à travers un lien fort ville et campagne nécessite l'engagement de l'ensemble des acteurs à savoir les consommateurs, les producteurs, mais aussi les collectivités locales ainsi que les acteurs de la société civile.



Relations ville-campagne : Vers des systèmes alimentaires intégrés

Emily Mattheisen

6



Photo : Medellín Columbia

schéma d'une agglomération réalisé par des enfants

La fourniture de denrées alimentaires provenant de l'agriculture constitue le premier lien entre les villes et les campagnes, aujourd'hui, avec l'émergence et la croissance continue dans les villes, le contexte actuel qui reste marqué par une forte migration de personnes vers les zones urbaines, l'urbanisation non viables, les approches classiques en faveur de la séparation entre le monde rural et le monde urbain négligent souvent leurs relations et interactions. Nous devons réfléchir à la mise en place de systèmes alimentaires intégrés qui renforcent ces liens à l'instar des « villes-régions » ou « city-region ».

L'expansion des villes et leurs besoins croissants en nourriture s'ajoutent aux défis d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. La consommation et le commerce non durables continuent de prospérer, notamment le monopole du secteur agricole et alimentaire par grandes entreprises. De plus, de nombreuses familles en zone urbaine restent sans accès à une nourriture abordable, saine et nutritive. Dans le même

temps, ces pratiques affectent les petits producteurs agricoles et les populations des zones rurales, réduisant les opportunités de disposer de moyens de subsistance adéquats en milieu rural et aggravent la pauvreté dans les campagnes. Cela amène à se poser la question suivante : comment pouvons-nous prendre des décisions plus appropriées sur le développement, basées sur une approche plus inclusive ?

Initier des changements dans le système alimentaire

Les relations ville-campagne peuvent être mieux soutenues par des changements réels dans le système alimentaire. Qui lui-même est complexe et présente plusieurs aspects, notamment les flux, les échanges et les impacts sur l'ensemble des zones rurales et urbaines, depuis la production,

la distribution, la transformation, la commercialisation, la consommation et les déchets, jusqu'aux infrastructures d'appui.

Un changement révolutionnaire dans le système alimentaire ne peut pas être global ; il intervient à petite échelle et au niveau local.

De nombreuses questions et interventions visant à mieux connecter les régions des approches territoriales à la gouvernance locale, sont discutées par pouvoirs publics et de la société civile. L'amélioration des relations entre producteurs et consommateurs, qui prennent également en compte les populations vulnérables dans les zones rurales et urbaines, est d'une importance capitale. Pour de nombreuses communautés, cela signifie que la préservation des marchés traditionnels et publics, l'amélioration des programmes de protection sociale et d'aide alimentaire, la modification des politiques sur les marchés publics et l'appui aux programmes d'acquisition directe et à l'agriculture soutenue par la communauté, sont quelques-unes des nombreuses interventions nécessaires.

“ Un changement révolutionnaire dans le système alimentaire ne peut pas être global ; il intervient à petite échelle et au niveau local. ”

Des collectivités locales au cœur de la planification « rurale-urbaine »

Une décentralisation et des directives claires à l'endroit des autorités locales sont essentielles à la réalisation des engagements politiques internationaux et des obligations de prendre en considération les droits humains pour appuyer la planification rurale-urbaine intégrée. Les systèmes alimentaires sont particulièrement importants à cet égard, étant donné que la loi et la politique qui réglementent la gestion des déchets alimentaires, l'amélioration des conditions de travail et des moyens d'existence, les marchés publics, la gouvernance foncière, l'aménagement du territoire, le commerce, entre autres, sont du ressort des collectivités locales (communales, municipales ou régionales).

Pendant de nombreuses années, des réseaux de collectivités locales, notamment l'ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales et son Forum annuel des Villes Résilientes), ainsi que les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) mettent en réseaux les pouvoirs locaux et régionaux des villes de toutes tailles. Ces réseaux visent à intégrer les besoins et les expériences de l'échelon local dans les processus politiques internationaux, ainsi qu'à renforcer les capacités au niveau local pour un dialogue direct avec les populations, y compris ceux des zones périurbaines et rurales à l'extérieur des centres urbains.

Emergence du concept « ville-région » (city-region) dans les politiques de développement

Les relations ville-campagne sont aussi un sujet à la mode dans le discours politique international. Elles sont abordées dans les audiences internationales notamment lors des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable, ou Habitat III, qui doit avoir lieu à Quito, en Équateur, en octobre 2016. De même, le développement de l'Agenda Post-2015 et les Objectifs de développement durable, le très controversé Global Expo de Milan et les initiatives des collectivités locales, y compris la Déclaration de Séoul et le Pacte sur les Politiques Alimentaires en Milieu Urbain, cherchent tous à relever les défis auxquels les zones urbaines font face, en créant des cadres locaux et régionaux plus solides.

Bien qu'il existe de nombreux doutes et des difficultés au niveau de la mise en œuvre du processus, avec la faible participation de la société civile, l'Agenda Post-2015 et les Objectifs de développement durable (ODD) ont eu un impact significatif sur les relations entre le milieu urbain et le milieu rural. Ils ont surtout permis de rationaliser les approches territoriales de gouvernance, également ils ont fait émerger un nouveau concept, celui de « villes-régions » ou « city region ». Le développement de l'Objectif de Développement Durable 11 de « rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables » et le travail effectué par des groupes tels que la Coalition Communitas et la collaboration entre les Systèmes alimentaires des villes-régions a réellement changé notre conception du terme mot « urbain ». Ils ont institutionnalisé la nouvelle conception de la « ville-région » pour remplacer la « ville » en tant que cadre de référence pour les discussions sur le développement urbain durable. Les

villes ne se forment pas dans le vide et cette conception montre clairement que les relations ville-campagne doivent être considérées dans tout objectif ou plan de développement « urbain ».

Démocratiser la politique alimentaire locale

L'élaboration du Pacte sur les Politiques Alimentaires en Milieu Urbain mené par la ville de Milan a engagé une cinquantaine de villes à travers le monde à partager leurs expériences, leurs défis et leurs besoins dans la mise en œuvre d'une politique alimentaire locale. Le pacte vise à créer un cadre de gouvernance pour les approches villes-régions, ainsi qu'une prise de décisions participative, en collaboration avec la société civile et les exploitants familiaux, sur des sujets tels que la gouvernance, la lutte contre la pauvreté, la nutrition, la production alimentaire, l'approvisionnement et la distribution, la gestion des déchets et la perte de denrées alimentaires. Il s'agit là d'une étape importante pour répondre à la question de savoir comment les collectivités locales peuvent améliorer la gouvernance et la gestion des zones rurales. Le pacte traite également de la nécessité d'une gouvernance des systèmes alimentaires de manière démocratique et participative, abordant le rôle crucial de la société civile dans la prise de ces décisions au sein des instances dirigeantes multipartites au niveau local.

Cette gouvernance démocratique et participative concerne également les conseils sur la politique alimentaire, les collaborations entre les citoyens et les agents de l'État afin de mettre en place un cadre pour le plaidoyer et l'élaboration de politiques pour la création de systèmes alimentaires durables et justes.

La coalition des Systèmes Alimentaires des Villes-Régions travaille actuellement en collaboration avec plusieurs villes, la société civile et des structures et organismes internationaux pour promouvoir la planification des systèmes alimentaires intégrés ou les systèmes alimentaires des villes-régions. Les zones urbaines ne sont pas l'apanage d'un quelconque groupe isolé d'acteurs ou d'habitants, et les communautés rurales ont le droit de bénéficier du développement urbain et vice versa. Les solutions techniques aux problèmes d'alimentation des zones urbaines, tout comme les changements climatiques, l'emploi et l'investissement, doivent intégrer les zones rurales, autant que la gestion des écosystèmes.

Des changements significatifs

Bien qu'il existe un regain d'intérêt pour



Marché au Maroc

Photo : Emily Mattheisen

le sujet, la question concernant des relations plus solides entre le milieu urbain et le milieu rural ne date pas d'aujourd'hui. Les engagements initiaux contenus dans la Déclaration de Vancouver de 1976, lors de la première conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I), et la Déclaration d'Istanbul signée en 1996, au cours de Habitat II, ont reconnu l'importance des rapports entre les zones rurales et urbaines et la nécessité d'approches équilibrées et globales pour le développement. Habitat II est allé plus loin, en déclarant que les autorités locales et la décentralisation générale sont essentielles pour mettre en œuvre et soutenir ces rapports. Cependant, au regard des premiers préparatifs pour Habitat III et le cap maintenu par ONU-Habitat, il est clair que ces engagements passés ont été oubliés car ils continuent avec un agenda purement « urbaniste ». La pression exercée par la société civile a abouti à la mise sur pied d'un groupe de travail sur les relations entre zones urbaines et rurales au sein du système Habitat afin de suivre de près les questions liées aux systèmes alimentaires des villes-régions et de l'utilisation des terres. Cependant, il reste à voir si cela se traduira par des changements significatifs en vue d'un développement urbain-rural plus équilibré et mieux intégré.

Des questions à approfondir

Si on analyse Habitat III et les autres discussions politiques émergentes, « le droit à la ville » est devenu un cadre important dans l'approche de la société civile et des collectivités locales à la gestion de la ville et de ses arrière-pays ruraux. Le droit à la ville préconise l'utilisation équitable de l'espace urbain selon les principes du développement durable, la démocratie, l'équité et la justice sociale. Il s'agit d'un droit collectif des habitants des villes et des régions environnantes, qui privilégie les groupes vulnérables et défavorisés. C'est un cadre et une approche qui, dans son essence, cherche à promouvoir les droits de l'homme et la protection des communautés marginalisées à travers la participation, le respect de la fonction sociale de la terre, de la propriété et des villes-régions, de même que la gestion durable des biens communs. Ce cadre reconnaît également le rôle de l'économie sociale et solidaire dans le soutien de nombreuses communautés, et il est impératif que ces contributions soient prises en compte au niveau international.

Dans notre action permanente d'occupation et d'extension des espaces urbains, nous devons absolument comprendre comment reconfigurer ces espaces ? Com-

ment sont-ils gouvernés ? Comment interagissent-ils et influencent d'autres territoires, et comment les populations au sein et autour de ces espaces pourraient mener une vie digne ?

Les possibilités intéressantes sont légions, mais elles portent chacune de nombreux obstacles et risques. La société civile, depuis les citoyens jusqu'aux producteurs ruraux, doit jouer un rôle fondamental dans l'établissement d'un programme au niveau mondial et local, et une fois ce programme défini, il appartient aux acteurs locaux de mettre en œuvre les politiques correspondantes et de créer un changement véritable.

Emily Mattheisen

Coalition Habitat International – Réseau Logement et Droits Fonciers, un réseau international qui prend en charge la défense, la promotion et la réalisation des droits humains relatifs au logement et à la terre dans les zones rurales et urbaines.

Emily co-coordonne la direction de l'alimentation et de la nutrition en milieu urbain du Mécanisme de la Société Civile du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale.

Email : emattheisen@hic-mena.org



Enjeux d'un aménagement du territoire autour de la ville de Dakar : quel avenir pour l'agriculture périurbaine ?

Cheikh Tidiane Wade



Photo : agrovélocités.org

Micro jardinage urbain à Dakar

9

Les productions agricoles autour de la ville de Dakar ont un fort enjeu de sécurité alimentaire pour les populations urbaines. La production maraîchère de la région de Dakar représenterait 30% de la production nationale et occupe de nombreux actifs, intermédiaires et détaillants. Cependant du fait de son rôle de principal carrefour économique du pays et de zone d'accueil de migrant, la région de Dakar fait face à une forte urbanisation qui est entrain de déstructurer ses relations avec sa campagne et qui menace les pratiques agricoles et les fonctions écologiques des espaces destinés à l'agriculture. Cet article propose une analyse des enjeux de l'aménagement du territoire autour de Dakar pour la durabilité de l'agriculture périurbaine.

La circulation des ressources entre l'espace rural et les espaces urbanisés a toujours été perçue du point de vue particulier du ravitaillement des citadins par les ruraux. Le thème récurrent des relations villes-campagnes a généralement été abordé de manière dissymétrique, tantôt par des ruralistes plus soucieux d'analyser les permanences que le changement, plus attentifs aux initiatives endogènes qu'aux influences extérieures, tantôt par des spécialistes de l'urbanisme pour qui la ville était l'indispensable moteur du développement et de la modernité, et la campagne le pourvoyeur de sa

main-d'œuvre, éventuellement de ses approvisionnements (Rocheffort et al. 1967 ; Van Chi-Bonnardel 1978 ; Pélissier, 2000, Ba, 2000 ; Lombard et Ninot 2012). Dans bien des cas, la relation est bâtie entre des zones rurales de production opposées à des zones urbaines de consommation. Des enjeux ruraux (nourriture de masses rurales dominantes durant l'ère coloniale, poids décisif des cultures de rente, environnement de l'économie de traite tissant une armature urbaine d'escaliers et de ports) on est passé à de nouveaux enjeux urbains (Ba, 2000). A une nouvelle phase de croissance urbaine accélérée se sont

associés des séquences de sécheresse sévères, une accentuation de la dégradation des espaces et systèmes d'exploitation, des mouvements migratoires généralisés. Selon Pélissier (2000) cette approche dualiste occulte non seulement la relation d'interaction elle-même, mais encore la nature de l'espace de relation dans lequel s'inscrivent les lieux, les distances, les aires, les réseaux, les infrastructures, les flux, les acteurs et tous les autres phénomènes d'accompagnement d'ordre général. Porter (2002) cité par Lombard et Ninot (2012) a montré, en partant d'un travail d'archives et d'enquêtes personnelles

menées sur plusieurs décennies, comment le développement d'axes routiers dans les campagnes a favorisé la croissance de la commercialisation des produits agricoles, a surtout poussé les populations à se rapprocher des routes. L'amélioration de la qualité des infrastructures et des systèmes de production peut permettre aux zones rurales périurbaines d'accroître leur productivité et d'accéder au marché urbain, qui est essentiel pour le développement de ces zones, en ce sens qu'il permet à ces dernières d'avoir recours à des intrants en quantité et en qualité ainsi de passer à une agriculture subsistance à une agriculture commerciale. Les infrastructures de transport, en ce sens qu'elles contribuent à l'accessibilité, peuvent constituer un élément déterminant pour le rééquilibrage entre villes et campagnes et contribuer au réaménagement de l'espace national.

L'agriculture une activité importante pour la ville de Dakar

La région de Dakar est encore une zone de production agricole importante du pays malgré l'extension urbaine qu'a connue la presque île au cours des dernières décennies (CRDI, 2001). L'agriculture urbaine profite des espaces naturels difficilement constructibles encore disponibles (Mbaye, 1999). Les fonctions vitales de l'activité agricole en ville participent à son maintien et à son développement malgré les contraintes auxquelles elle se trouve confrontée. Et dans le cas des villes comme Dakar, ces fonctions sont notamment l'enjeu alimentaire (le maraîchage approvisionne la ville à plus de 90 % de sa consommation en fruits et légumes), l'insertion des groupes sociaux (l'activité maraîchère est menée par des personnes provenant de l'exode rural et ne disposant pas d'autres qualifications pour mener une activité professionnelle), la participation à l'assainissement de la ville (la réutilisation des eaux usées, les composts effectués à partir des déchets et utilisés comme engrais organique), la création d'espace vert (ceinture verte aux alentours des artères (technopole, dalifort...)

La production agricole de la région est dominée par l'horticulture (maraîchage et floriculture) et dans une moindre mesure par l'élevage. 3000 exploitations agricoles y sont recensées, représentant notamment 30% de la production maraîchère du Sénégal et une part significative de l'aviculture intensive (poulets de chair et poules pondeuses)¹. Le poids de la production dans la consommation alimentaire des ménages de la région de Dakar reste difficile à estimer.

La production maraîchère, l'arboriculture

fruitière, l'horticulture ornementale, l'aviculture et l'élevage jouent, au côté de la pêche un rôle significatif dans l'économie régionale et la sécurité alimentaire et la dynamique des relations villes campagnes (Dièye et Henzi, 2006).

A partir d'une enquête réalisée sur plusieurs chefs d'exploitations répartis dans 22 sites de la région en 2010, Ba a élaboré une classification pour montrer une agriculture très diversifiée avec des types d'agriculteurs hors-sol (microjardiniers, éleveurs avicoles, ovins et caprins mais aussi bovins et porcins); des types d'agriculteurs de pleine terre (maraîchers, arboriculteurs, riziculteurs, éleveurs bovins et caprins) et des types d'agriculteurs spécifiques (floriculteurs et pêcheurs). Cette typologie a montré aussi une agriculture dynamique, malgré la pression de l'urbanisation, avec un accroissement du nombre de nouveaux producteurs au fil des ans et surtout à partir des années 1994-2000. Donc, l'exode rural que connaît le pays depuis la fin des années soixante, le chômage et la paupérisation renforcent l'attraction de l'activité agricole aussi bien pour des citadins de longue date que pour de nouveaux arrivants (GRDR, 2015).

La production maraîchère de la région de Dakar représenterait 30% de la production nationale et occupe de nombreux actifs, intermédiaires et détaillants. Les zones de production se concentrent dans le département de Rufisque (grande niaye), Pikine (niaye deYeumbeul...) et Guediawaye (Cambéréne...) (GRDR, 2015). Les données sur les niveaux de production sont relativement rares et contradictoires. Ba (2010), sur la base d'une enquête réalisée sur un échantillon de 90 producteurs pratiquant le maraîchage dans la région, établit que la production de tomates, laitues, choux pommés, menthe, oignons, betteraves et patates douces occupe une place de premier ordre. Les services statistiques, qui ne comptabilisent souvent pas l'ensemble des producteurs, indiquent qu'en 2008, les spéculations qui ont occupé les plus grandes superficies en région de Dakar sont le haricot vert (25,6%), le chou pommé (22,8%) et la tomate cerise (11,7%). Ces trois seules cultures totaliseraient à elles seules 60% de la superficie totale emblavée. La tomate cerise et les haricots sont pour l'essentiel destinés à l'exportation vers l'Europe et ne suivent pas ces circuits de commercialisation. Les autres productions sont écoulées via des réseaux d'intermédiaires sur les marchés de gros de la région (Thiaroye, Pikine, Diaguene, Patte d'oie...). Elles sont ensuite distribuées via un réseau très fourni de détaillantes, implantées dans tout le territoire et dans tous les quartiers urbains (GRDR, 2015).

Plusieurs contraintes entravent le développement de l'agriculture et pourraient même remettre en cause sa présence sur le territoire à moyen terme. Le taux

de croissance démographique de 4% par an que connaît la région depuis plusieurs décennies, associée à une urbanisation incontrôlée conduit à une forte extension du tissu urbain bâti (Awa Ba et Paul Moustier, 2010). La forte pression urbaine engendre une demande importante en logements. Ainsi le foncier agricole se retrouve de plus en plus sous la pression de l'immobilier. A cela s'ajoute la problématique de l'insécurité foncière (FAO et CRDI, 2007) des exploitations agricoles, la majorité des petits exploitants urbains ont hérité des terres selon le droit coutumier et ne possèdent pas de titres de propriété.

Les enjeux d'une urbanisation galopante

Depuis 2008, on constate une mutation géographique majeure, à savoir la transition urbaine mondiale de ces dernières décennies. La population rurale serait actuellement autour de 3,3 milliards d'individus soit un peu moins de la moitié de la population mondiale. Près de 700 villes nouvelles, hébergeant plus de 250 millions d'habitants, se sont créées depuis les années 1990 (Blanc, Nd). Les mégapoles grossissent, s'étendent, accroissent leur emprise tant en termes d'infrastructures et de bâti qu'en termes de réseaux et de mobilités (notamment pendulaires), sur l'espace rural environnant. Elles consomment donc l'espace, parfois même les plus riches terres agricoles, en grande quantité².

L'urbanisation rapide, pose des défis de logement et d'alimentation à la communauté internationale dans son ensemble et particulièrement aux pays en voie de développement. Phénomène universel, elle a connu une accélération particulière dans les pays du Sud. La différence de niveau de développement économique entre milieux et la recherche d'emploi, de débouchés et d'une vie meilleure provoque surtout l'exode des jeunes vers les villes. La conséquence est une urbanisation galopante et anarchique. D'ici 2030, la population mondiale augmentera de 3 milliards d'individus, dont 95 % dans les pays en développement, la production de nourriture devra doubler, et celle des déchets et effluents sera multipliée par quatre dans les villes (Conchita et al, 2010). Ces tendances et leurs impacts potentiels, tout comme le défi que pose la gestion de ces impacts, seront particulièrement prononcés dans les régions en voie d'urbanisation rapide, comme l'Afrique subsaharienne (Mougeot et Moustier, 2004 ; Mougeot, 2006). Ces impacts peuvent affecter durablement les villes sénégalaises si rien n'est fait.

En effet, la population urbaine du Sénégal en 2013 est estimée à 6 102 800 habitants, soit un taux d'urbanisation de 45,2% contre 54,8% de ruraux. Or en 2002, le pays comptait 59,3% de ruraux contre

¹ <http://www.pctidakar.org/wp-content/uploads/2013/09/Etude-de-vuln%C3%A9rabilit%C3%A9-de-la-r%C3%A9gion-de-Dakar-face-au-CC.pdf>

² <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article219>

40,7% de citoyens (RGPHAE, 2013). Rappelons que le taux d'urbanisation du Sénégal est passé de 34 % en 1976 à 39 % en 1988, 40,7 % en 2002 et 45,2% en 2013. Ce niveau cache des disparités importantes entre les différentes régions du Sénégal. La région de Dakar concentre près de la moitié (49,6%) de la population urbaine du pays suivie de celle de Thiès (14,3%). Kédougou enregistre la proportion la plus faible de la population urbaine (0,6%) (RGPHAE, 2013).

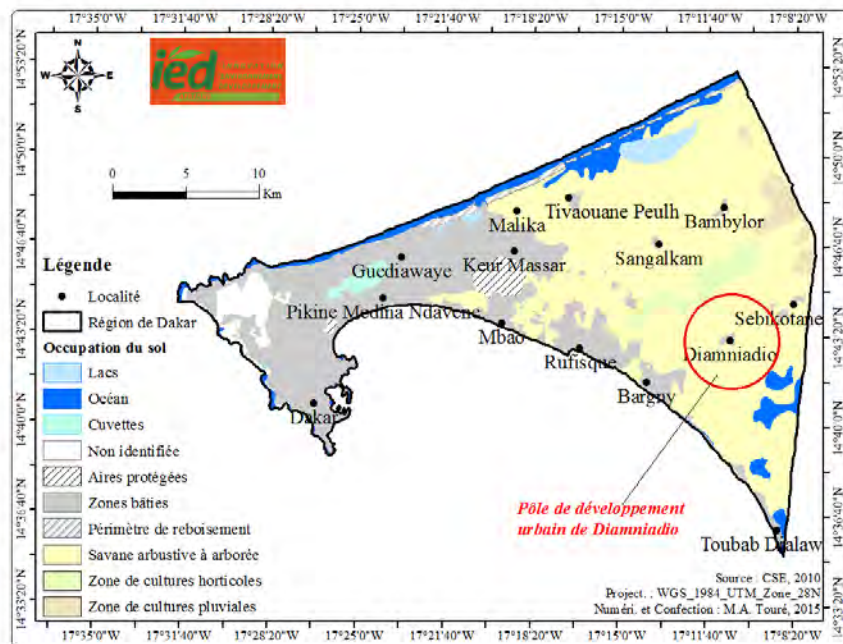
Avec un taux d'urbanisation de 96,4%, Dakar se caractérise par une urbanité très poussée. La capitale concentre la plus forte densité de population, les services, les infrastructures, le pouvoir décisionnel et les richesses. L'importance de l'attractivité de Dakar s'apprécie au regard de la densité de population extrêmement élevée de la région. En effet, la région de Dakar reste la plus peuplée avec ses 3 139 325 habitants et présente une densité exceptionnelle de 5739 habitants au kilomètre carré (habitants/km²), alors que la densité moyenne du pays est de 69,0 habitants/km² (RGPHAE, 2013).

La région de Dakar est une conurbation qui s'est développée très rapidement, sous l'effet combiné de la croissance naturelle de sa population et de son rôle de principal carrefour économique et de zone d'accueil de migrants. L'espace contraint de sa situation de presqu'île, ajoutée à l'urbanisation de la région non maîtrisée, crée une enclave qui amplifie les dysfonctionnements urbains et la pression foncière sur les zones naguère utilisées pour l'agriculture et l'élevage.

A l'échelle de la région, les espaces boisés, agricoles et vacants qui représentaient 80% de la superficie du territoire en 1980, occupent aujourd'hui moins de 55%. Au même moment, la superficie occupée par l'habitat et la voirie a environ été multipliée par 4. Elle atteint aujourd'hui près de 40 % de la surface régionale dakaroise. Au niveau du département de Rufisque, la superficie en bâti a été multipliée par 2,4 entre 2002 et 2014 (12 ans). Dans la grande niaye de Rufisque enfin, la superficie en bâti a été multipliée par 2,4 en 25 ans (de 1978 à 2003), alors que les dunes et leur végétation disparaissaient.

L'axe Dakar Diamniadio, un exemple pertinent des mutations des relations villes-Campagnes

Face à l'avenir, la conurbation de Dakar se trouve confrontée à un double défi : d'abord, une expansion démographique forte et une croissance urbaine élevée, qui supposent une augmentation continue de l'effort de production ; ensuite, la fin des espaces à conquérir, qui remet en cause le modèle d'agriculture fondé sur une occupa-



tion toujours renouvelée de terres entraînant une forte mutation des campagnes. Autant pour améliorer le niveau de vie des couches pauvres et améliorer du coup son capital humain que pour relever le défi né de l'évolution démographique, le maintien des espaces agricoles apparaît à terme comme une nécessité. Si les réponses ressortent de choix et de décisions politiques, nous pouvons, face à ces enjeux, formuler quelques observations, nourries d'expériences, et qui peuvent constituer autant de pistes de recherches pour l'avenir. Comment peut-on promouvoir l'agriculture en accaparant les terres à vocation agricole au profit de l'urbanisation ?

L'attractivité de la ville de Dakar combinée à une mauvaise maîtrise de l'urbanisation a produit des contrecoups négatifs liés principalement au déséquilibre du tissu urbain, aux problèmes de mobilité urbaine, aux difficultés d'approvisionnement en eau et en électricité, à l'insalubrité, à l'occupation de zones à risques, à l'existence de quartiers irréguliers, au déficit d'assainissement et aux difficultés d'accès au logement. Pour les autorités, l'enjeu est de créer un nouveau urbain pour améliorer le cadre de vie des populations. Ainsi des stratégies in-situ de réorganisation du tissu urbain et d'amélioration de la mobilité urbaine, la promotion des pôles d'expansion urbaine et économique dans la périphérie de l'agglomération et des pôles d'équilibre devraient contribuer à atténuer la pression urbaine qui s'exerce sur Dakar. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les aménagements à Diamniadio.

En effet, le pôle de Diamniadio est constitué des communes de Diamniadio, Bargny, Sendou et Sébikotane. C'est un territoire carrefour, zone de transition entre l'agglomération dakaroise et le reste du pays. Il se structure autour du projet de « pôle urbain de Diamniadio », du port minéra-

lier de Bargny et des projets de développement industriel envisagés. En 2013, le pôle de Diamniadio comptait près de 100 000 habitants. Avec les projets structurants prévus dans cette zone et l'existence de superficies urbanisables, ce pôle va probablement connaître une croissance démographique et économique rapide. Dans le périmètre du pôle urbain de Diamniadio, il est prévu d'accueillir près de 300 000 habitants (ANAT 2015). Dans le cadre du niveau dispositif de l'aménagement du territoire, sa fonction essentielle sera de contribuer à la décongestion de la métropole dakaroise en offrant des services au public et aux entreprises et en favorisant la création d'activités économiques, d'emplois et la construction de logements. Ainsi, pour permettre à ce pôle de contribuer efficacement au décongestionnement de l'agglomération dakaroise, les objectifs prioritairement visés sont : (i) de renforcer les équipements ; (ii) d'assurer une gestion adaptée des risques sur l'environnement et sur les populations ; (iii) de lutter contre les risques de bidonvilisation ; (iv) de promouvoir le développement économique ; (v) et d'améliorer la gouvernance territoriale.

La connexion entre Diamniadio et l'agglomération est déjà facilitée par la mise en service de l'autoroute à péage. Cette desserte sera renforcée par le projet de prolongement de la Voie de Dégagement Nord et de mise en place d'une ligne de chemin de fer Dakar-Aéroport International Blaise Diagne. Actuellement, pour permettre à ce pôle de mettre à profit ses atouts et contribuer ainsi au désengorgement de l'agglomération dakaroise, il est essentiel de le doter d'équipements structurants pouvant répondre à la demande des populations et des acteurs économiques. La construction du Centre international de Conférence de Abdou Diouf et le projet de deuxième université de Dakar rentrent dans ce cadre.

Pour renforcer l'attractivité de ce pôle, il est proposé de promouvoir l'émergence d'un grand pôle administratif et d'un grand campus universitaire et le renforcement des équipements socio-économiques par la construction d'un hôpital général de niveau 1 et d'un marché d'intérêt national. Ces équipements permettront, d'une part, de créer des échanges entre Diamniadio et la banlieue, ce qui aura comme impact de réduire les flux découlant du mouvement pendulaire Dakar-banlieue et, d'autre part, de faire face à la pénurie de réserves foncières et à la cherté de la location à Dakar. La réalisation de ces équipements va favoriser la délocalisation d'activités vers cette zone ainsi que l'installation de nouvelles populations.

Mais le processus d'urbanisation de Diamniadio est source d'inquiétudes pour les activités agrosylvopastorales de la zone pouvant aboutir à une insécurité alimentaire. L'agriculture est l'un des premiers leviers stratégiques sur lesquels comptent s'appuyer les pouvoirs publics pour l'émergence du Sénégal. Or, l'axe Sébikotane, Keur Ndiaye Lô, en passant par Diamniadio regorge des terres à fort potentiel agricole. La singularité de cette provient de conditions bioclimatiques, pédologiques et hydriques exceptionnelles. Les sols sont argilo limoneux et sont riches en matière organique (autour de 2%). La présence de l'eau est au centre du développement des terroirs et rythme l'essentiel des activités productives au niveau du littoral. L'eau est l'élément vital pour la réussite des cultures légumières et l'arboriculture. Cette ressource est présente sous toutes ses formes. La nappe phréatique est affleurante à sub-affleurante. Les eaux de surface sous forme de bassins de rétention sont relativement abondantes même si les conditions d'accès à l'eau pour les producteurs locaux sont contraignantes à cause d'un manque de moyens. Les agriculteurs en profitent alors pour cultiver certaines espèces sans arrosage mais souvent la baisse rapide des nappes d'eau imposera une irrigation supplémentaire. Le développement et la diversification des cultures maraîchères sont tels qu'aujourd'hui, plusieurs types de plantes sont cultivés dans la région et ceci en fonction des influences des facteurs physiques. C'est une région qui présente l'avantage de pouvoir produire aussi bien les variétés tropicales (Patate douce, Piment, Gombo...) que les variétés des latitudes tempérées (Chou, Pois, Fraise, Tomate, Melon, Oignon, Pomme de terre, Carotte...) (Wade, 2008). Ces conditions agro pédologiques faisaient jadis de l'espace de Diamniadio une zone à vocation maraîchère et horticole.

Avec l'urbanisation galopante et l'effet structurant de l'autoroute à péage, les lotissements se multiplient, souvent de façon anarchique. Pour lutter contre les inondations et favoriser le désengorgement de Dakar, il est prévu la construction

dans l'immédiat de 15 000 logements sociaux et l'aménagement de quatre arrondissements à vocation sportive dans le site de Diamniadio. L'installation des Cités immobilières et des Sociétés industrielles sur des terres aussi fertiles que celles de Diamniadio, cachent difficilement le paradoxe ambiant dont sont empreintes les politiques d'aménagement au regard des orientations du développement socio-économique du pays. En même temps, les transactions foncières s'intensifient malgré l'appartenance des terres au domaine national dont le régime juridique consacre leur inaliénabilité, n'accordant aux affectataires qu'un droit d'usage et non de propriété.

Des menaces sur l'agriculture périurbaine

La gestion et/ou la planification urbaine, enjeu majeur de nos sociétés urbanisées, pourrait faire passer, aux yeux de certains, la question du rapport ville-campagne au second rang des préoccupations. Voire de faire de cette question un sujet dépassé, épuisé. Ce qui reviendrait à dire que cette dialectique n'est plus opératoire et n'aide plus à penser l'avenir de nos territoires.

Malgré l'absence de données précises sur ce sujet, on observe une forte diminution des surfaces agricoles disponibles sur le territoire au profit notamment de lotissements. Les promoteurs immobiliers ont donc beau jeu, conduisant à une urbanisation incontrôlée et dévoreuse d'espaces, tout particulièrement d'espaces agricoles, de forêts et de zones humides naturelles.

En partant de l'exemple de Dakar, on remarque que la question majeure de l'approvisionnement subit les effets néfastes de l'urbanisation galopante, de la dégradation avancée des systèmes de production de ressources rurales et du dysfonctionnement des systèmes d'approvisionnement en eau qui sont au cœur des interactions villes-campagnes. Les rythmes de la croissance urbaine et de dépérissement des campagnes, dans un contexte politico-économique de dépendance accrue et de mal développement, ont contribué à modifier profondément la nature, la gamme, l'origine géographique, les flux et les formes d'inscription spatiale de produits et biens circulant entre la ville et la campagne. Avec l'occupation rapide et anarchique des espaces destinés à l'agriculture (Niayes) et à l'élevage et des projets d'aménagement à Diamniadio et autres zones périurbaines, on assiste à une déstabilisation des relations dynamiques entre Dakar et son arrière-pays. L'étalement spatial de la conurbation de Dakar, contribue à une forte réduction des superficies agricoles rendant ainsi vulnérable les familles impliquées dans les activités agricoles comme principales sources de revenus.

L'urbanisation à elle seule ne justifie pas le recul de l'agriculture. En effet, d'autres

menaces pèsent également sur son avenir. L'appauvrissement des sols et l'accès difficile à l'eau et aux intrants ont été soulignés par plusieurs (Ba, 2007 ; Cissé et Fall, 2001). En situation de précarité et dans un souci de maintenir l'activité, des exploitants s'approvisionnent en eau auprès de la SDE et cela engendre une forte augmentation des coûts de production. D'autres par contre se rabattent sur les eaux usées pour alimenter en eau les cultures (Niang, 1999 ; Niang et al. 2009), ce qui présente des réductions de coût de production puisqu'elle est gratuite et riche en matières organiques, nitrates et phosphates³, mais fait aussi peser des risques sur les exploitations, par sédimentation de mares et aussi sanitaires (Ndiaye et al. 2006 ; Ndiaye, 2009).

Dans un contexte où les terres agricoles deviennent de plus en plus rares, où l'accès à l'eau demande des moyens toujours plus élevés, les femmes et les jeunes multiplient les expériences professionnelles à la fois rurales et urbaines. Ils convoitent déjà les emplois futurs qui émergeront du projet de ville. En effet, les jeunes, qui sont de loin majoritaires sur le territoire d'étude, perçoivent de façon négative le concept de paysan, dévalorisé par de multiples connotations : techniques archaïques, très faibles revenus, forte sujétion aux aînés, sujétion des femmes. Avec la mise en œuvre du pôle urbain de Diamniadio, l'activité agricole sera durement affectée. Même si les agriculteurs ne doutent guère de l'importance du pôle, ils souhaitent pérenniser leurs activités. Mais les zones de cultures se réduisent de jour en jour sous l'avancée implacable des habitations et des infrastructures. La redynamisation de Bud Sénégal dans un nouveau site pourrait donner une certaine dimension à l'agriculture. C'est vers les années 1970 que cette superficie de plus de 1000 hectares était le lieu de rencontre des chercheurs d'emplois du Sénégal. L'exploitation de BUD Sénégal jouait un rôle important sur le capital humain en employant entre 3.500 à 4.000 personnes. On y cultivait des spéculations destinées à la fois, à la consommation locale et à l'exportation. La production annuelle de cette exploitation était estimée à 12.000 tonnes dans ces terres fertiles de Bud Sénégal.

L'aménagement de nouveaux périmètres irrigués avec des eaux retraitées amenées de la ville et enrichis par des composts issus du recyclage des déchets organiques urbains, dans le cadre d'éco villages où pourraient être réinstallées des familles déplacées des zones à risque, et où elles pourraient pratiquer une agriculture écologiquement intensive à but auto-alimentaire et sans doute aussi commercial.

Dr. Cheikh Tidiane Wade
Géographe
Chargé de programme à IED Afrique
cheikhwad@gmail.com

³ UN-Water. (2006). Coping with water scarcity : A strategic issue and priority for system-wide action, UN-Water.



Relations campagne et la ville : deux réalités complémentaires et interdépendantes

Emile N. Hougbo



Plantation de banane à Ibadan

Dr. Hougbo contribue à la réflexion sur les réalités qui animent les villes et les campagnes, son analyse est axée sur la nécessité de la coexistence de ces deux entités pour la satisfaction des besoins des populations. Il s'appuie sur une étude régionale qui analyse la pratique de l'agriculture périurbaine dans différentes villes d'Afrique de l'Ouest et qui considère celle-ci comme un moyen d'exploitation de l'espace urbain et d'aménagement du territoire.

La campagne et la ville sont deux facettes d'une même réalité spatiale et socio-temporelle mue par l'accroissement de la population. Elles ne s'opposent donc pas. Dans le processus, tout se passe comme si « la ville chasse la campagne ». Au départ, l'homme a toujours souhaité vivre dans un milieu qui lui procure à la fois habitat et vivres. La campagne, espace à faible densité de population, constitue de ce fait le cadre propice à ce mode de vie pour la population. Elle est l'espace

cultivé, de production de vivres et de matières premières pour les villes, le siège de la demande de produits manufacturés et d'équipements agricoles et artisanaux. Mais, à mesure que la population augmente, des besoins sociocommunautaires notamment augmentent et obligent à repousser la campagne pour que prenne place la ville, espace habité. Car, avec l'élévation de la densité de la population, il faut plus d'habitations et d'infrastructures sociocommunautaires (écoles, centres

de santé, police, justice, adduction d'eau, éclairage public, ...).

La ville pour induire la transition agricole

La ville est indispensable pour la promotion de la campagne au regard de la thèse industrio-centriste de développement agricole. Les tenants de cette thèse tels que List, Kautsky et Préobrajensky, pensent que l'agriculture ne peut se développer sans l'industrie qui serait le secteur moteur pendant que l'agriculture le secteur mû. Ainsi, la ville est le siège de l'industrie qui meut l'agriculture, surtout lorsque celle-ci a déjà évolué de façon autonome jusqu'à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. C'est dire que sans la ville, l'agriculture ne peut se développer de façon soutenue. L'agro-industrie dans la ville permet la transition agricole, nécessaire à la transition économique et au développement. L'agro-industrie devient ainsi le siège de la création d'emplois nouveaux, productifs et plus rémunérateurs pour les différentes couches de la société, y compris les femmes et les jeunes. La transition agricole se traduit donc par la réduction de la proportion de la population active s'adonnant à l'agriculture et de la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB). Cette transition agricole encore lointaine en Afrique, est déjà une réalité en Amérique latine. Le poids de l'agriculture en Afrique sub-saharienne représente encore 30% du PIB et 70% de la population active, contre respectivement 10 et 29% en Amérique latine.

Nécessité de coexistence ville-campagne

La ville, espace plus peuplé, est naturellement le siège de la forte demande de vivres, et donc le principal marché pour les produits agricoles issus de la campagne. La ville et la campagne sont si importantes pour la satisfaction des besoins des populations que tant que faire se peut, et selon les communautés en présence, elles s'entremêlent. L'interdépendance campagne-ville est vitale. La coexistence de la présence du rural (campagne) et de l'urbain (ville) est indispensable pour les populations. C'est ce qui justifie l'exercice de l'agriculture périurbaine (juxtaposition du rural et de l'urbain) et de l'agriculture urbaine (imbrication du rural et de l'urbain) qui contribuent significativement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. La possibilité de la pratique d'agriculture urbaine serait d'ailleurs un moyen pour faciliter l'accès des citadins à l'alimentation. Une étude régionale que nous avons réalisée en janvier-mars 2014 en Afrique de l'Ouest a permis de constater

particulièrement la pratique développée de l'agriculture urbaine à Ibadan (Nigeria) et à Abidjan (Côte d'Ivoire). La culture de la banane plantain est étonnamment bien développée à Abidjan et à Ibadan. En plus de ce que des exploitations de banane plantain sont fréquemment observables dans les deux villes, la plupart des maisons d'Abidjan sont plantées de banane plantain.

Les villes d'Ibadan et d'Abidjan développent ainsi une stratégie de bonne exploitation de l'espace urbain. Car, le bon aménagement du terroir urbain devrait pouvoir inclure des espaces agricoles, des espaces verts et des forêts. En revanche, l'agriculture urbaine est très faible, voire négligeable, à Cotonou (Bénin).

Eviter une urbanisation qui ne sert pas la campagne

Il convient toutefois de souligner que le développement de la ville ne doit pas se faire au détriment de la campagne. C'est le cas lorsque les besoins des campagnes ne sont pas satisfaits. Une telle situation engendre l'exode rural, la délinquance juvénile, la criminalité et autres vices à caractère urbain. D'où, la nécessité de développer des stratégies et actions qui permettent aux ruraux de se sentir à l'aise dans leur milieu pour continuer à être les fournisseurs de matières premières pour le développement industriel et agro-industriel des villes. La promotion de l'agriculture durable en est certainement l'un des moyens (Houngbo, 2008)¹. Les conditions de vie et de travail en campagne doivent être en sorte que le motif du déplacement des populations vers la ville soit d'aller saisir des opportunités d'emploi en tant que main-d'œuvre qualifiée pour l'agro-industrie et autres métiers urbains. Ce qui n'est souvent pas le cas en Afrique où la dégradation de la vie en campagne fait que la ville est malheureusement et illusoirement perçue comme l'endroit unique où il peut faire bon vivre. Au Bénin par exemple, Biao (2005)² avançait que les plus grandes villes du Bénin où l'expansion spatiale a pris des allures assez pré-occupantes de par les implications qu'elle suscite, sont Cotonou et Parakou et dans une moindre mesure Porto-Novo. Cette évolution des villes béninoises crée pour le développement durable des distorsions telles que l'apparition de quartiers spontanés à la périphérie sans aucun plan de développement foncier, l'abondance de main-d'œuvre non qualifiée reconvertie

en conducteurs de taxi-motos sans aucune formation préalable au code de la route, l'insuffisance de réseaux routiers qui créent des problèmes de circulation à l'intérieur et aux sorties des villes, la spéculation sur le foncier et le développement de la délinquance, de la criminalité et de la prostitution. Cette situation est probablement celle de plusieurs villes africaines où les plus grandes villes disposent de presque toutes les infrastructures sociocommunitaires, pendant que les campagnes en sont quasiment privées.

Dr Emile N. Houngbo

Agroéconomiste
Université d'Agriculture de Kétou
05 BP 774 Cotonou (Rép. du Bénin)
Tél. (229) 95246102 / 67763722
E-Mail : enomh2@yahoo.fr



¹ Houngbo, N. E. (2008) : Dynamique de pauvreté et pratiques agricoles de conservation de l'environnement en milieu rural africain. Le cas du plateau Adja au Sud-Bénin, Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi (UAC/Bénin), 309 p.

² Biao, G. (2005) : Dimension économique et sociale du développement durable, Cotonou-Bénin : CIFRED, UAC, 284 p.



Renforcer le sentiment d'appartenance et les liens communautaires pour développer l'agroécologie urbaine dans les communes du Cap

Henk Renting, Rob Small et Femke Hoekstra



15

Photo : Femke Hoekstra

Livraison de légumes

L'initiative Harvest of Hope ou les « récoltes de l'espoir », est un système de livraison de paniers de légumes au Cap en Afrique du Sud, elle représente une entreprise sociale et est mise en place par Abalimi Bezekhaya, une ONG locale. En encourageant l'agroécologie urbaine, cette initiative cherche à améliorer la sécurité financière et alimentaire des ménages et à donner le pouvoir de se prendre en charge en renforçant leur confiance et leurs capacités dans l'agriculture.

Fondée en 1982, l'ONG Abalimi, qui signifie en français « pays de chez nous », travaille depuis 33 ans avec les petits producteurs urbains pour développer leurs propres jardins potagers écologiques dans les communes de Khayelitsha et Nyanga et les zones avoisinantes de Cape Flats. Abalimi propose des services d'assistance, en fournissant du compost, des semences, des plants, mais également en facilitant la commercialisation, la formation, la vulgarisation, le suivi-

évaluation, le développement de réseaux et de partenariats locaux et la création d'organismes communautaires.

Abilimi contribue de diverses façons à la sécurité alimentaire et au renforcement des moyens de subsistance dans les townships. Au début de son action, elle a commencé par travailler avec les femmes défavorisées en les initiant à la production de légumes dans les jardins familiaux et communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Lorsqu'elles

avaient un surplus, elles vendaient à leurs voisins à petits prix. Par la suite, vu que les marchés locaux ne leur paraissaient pas suffisamment vastes ou fiables, elles ont voulu accéder à de nouveaux marchés au-delà de leur communauté locale, mais elles ne disposaient pas de moyens d'y parvenir par elles-mêmes. C'est ainsi que l'ONG Abalimi avait conduit des expériences de commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur des townships, et a initié le projet « Harvest of Hope » pour soutenir le développement de chaînes d'approvisionnement des marchés locaux.

Une production orientée vers la subsistance et les marchés

Selon Abalimi, les programmes de développement agricole font souvent l'erreur de supposer une contradiction entre l'agriculture de subsistance et celle tournée vers les marchés. Le développement agricole conventionnel essaie d'orienter les citadins pauvres vers l'agriculture commerciale, perdant de vue que la plupart d'entre eux ne souhaitent pas être des agriculteurs à temps plein. À travers son expérience, Abalimi a constaté que les agriculteurs appliquent tout un éventail de stratégies et d'outils pour améliorer leur sécurité et leur souveraineté alimentaires. L'ONG a donc élaboré l'approche « chaîne de développement » pour assister les groupements d'agriculteurs dans le choix des stratégies les mieux adaptées à leurs situations spécifiques.

Cette méthodologie comporte quatre étapes à savoir la survie, la subsistance, les modes de subsistance et le commerce. Les producteurs ou groupements de producteurs peuvent rester dans n'importe quelle étape de façon permanente ou passer d'une étape à l'autre. Chaque étape exige des besoins spécifiques d'appui, allant de la formation de base sur la culture potagère à l'apprentissage de la planification d'une production régulière tout au long de l'année.

L'un des aspects cruciaux de cette approche est que les producteurs doivent d'abord devenir stables et viables à chaque étape de développement avant de décider de passer à une autre étape plus complexe et plus exigeante, et surtout avant de décider de s'engager dans une action commerciale sérieuse. Pour que les producteurs passent de manière viable d'une étape à l'autre, il est nécessaire d'adopter une approche par étape qui traite des difficultés socio-politiques, environnementales et économiques rencontrées au quotidien.

Un exemple pertinent d'entreprise sociale

L'initiative Récolte de l'espoir a été mise en place en 2008 pour développer les chaînes de commercialisation courtes à même d'aider à faire la transition de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture (semi) commerciale. Il s'agit d'un système de commercialisation consistant à vendre chaque semaine des paniers de légumes de saison écologiquement cultivés, avec les objectifs suivants :

- Fournir un marché durable et croissant pour les micro-agriculteurs urbains issus des communes ou cantons ;
- Se servir de ce marché comme moteur de réduction de la pauvreté, permettant aux agriculteurs des communes d'avoir des moyens de subsistance dignes et durables ;
- Permettre aux clients d'accéder à des produits écologiques frais avec moins de kilomètres alimentaires et à des prix compétitifs ;
- Veiller à ce que des aliments frais produits écologiquement soient disponibles toute l'année pour les producteurs, leurs familles et les communautés locales.

L'initiative a été lancée en partenariat avec le *South African Institute for Entrepreneurship* (SAIE - Institut sud-africain pour l'entrepreneuriat) et Business Place Philippi, avec le soutien de l'*Ackerman Pick'n Pay Foundation*. L'investissement initial a été utilisé pour rénover et moderniser le hangar de conditionnement, à élaborer du matériel de formation, à concevoir et à lancer la marque et à former le personnel. Forte au départ de huit groupements de producteurs, Harvest of Hope s'est élargie au bout de trois ans pour collaborer avec 18 groupements et environ 120 producteurs.

Le nombre d'abonnés aux paniers alimentaires hebdomadaire est passé de 79 en 2008 à 350 en 2012, et à quelque 450 paniers au début de 2015, les légumes étant cultivés dans 29 jardins de membres en règle avec leurs cotisations et dans 43 autres appartenant à des non-membres appelés des fournisseurs ad hoc. Environ un quart des groupements de producteurs d'Abalimi fournissent les paniers de Harvest of Hope.

Il s'agit là d'un exemple pertinent d'une entreprise sociale qui associe l'autonomisation de la communauté au développement du marché économique. Les principaux bénéficiaires sont les producteurs de

légumes majoritairement composés de femmes âgées et de jeunes producteurs, ainsi que les clients. Ailleurs au Cap, des expériences de livraison de paniers de légumes bio existent comme Wild Organic Foods, Ethical Co-op et SlowFood, mais ces initiatives ne s'inscrivent pas dans une logique de développement communautaire social ou d'organisation à but non-lucratif.

Les consommateurs abonnés au service de livraison de paniers de légumes récupèrent leur commande auprès de l'un des 25 points de collecte répartis dans le Cap, en général logés dans des écoles, des universitaires, des centres commerciaux publics et des boutiques partenaires.

Les cibles principales sont consommateurs instruits, issus de la classe moyenne et socialement responsables, les nouveaux clients qui arrivent prennent connaissance du projet principalement par le biais du bouche à oreille et des réseaux sociaux, en plus des visites guidées hebdomadaires des jardins.

Harvest of Hope ne détient pas une certification bio officielle, car les conditions sont très strictes et prennent au moins trois ans. Mais l'initiative applique ses propres normes : pas de produits chimiques artificiels, pas de pesticides, herbicides ou autres engrais. En outre, elle est en train de mettre en place un « système de garantie participative », c'est-à-dire un système local d'assurance qualité qui certifie les producteurs basé sur leur participation active.

Un sentiment d'appartenance communautaire de plus en plus renforcé

Harvest of Hope est une initiative forte d'une expérience urbaine dans les townships du Cap, mais sa dynamique et son succès reposent solidement sur les relations urbano-rurales. Environ la moitié de la population noire défavorisée du Cap est originaire des zones rurales environnantes et ont migré, notamment au Cap-Oriental. Ainsi, leurs racines rurales et les liens ruraux-urbains associés restent très solides. 60% des agriculteurs engagés dans l'initiative, passent régulièrement les week-ends et l'été dans leurs régions rurales d'origine. De plus, il n'est pas rare que, parmi ceux qui ont réussi leur vie dans les townships, certains retournent à leurs communautés rurales d'origine après la retraite.

Les liens ruraux-urbains sont également importants en termes de pratiques agricoles et d'agro-écologie. Des témoignages fréquents recueillis auprès d'ouvriers agri-



Photo : Femke Hoekstra

Agriculture dans les Townships du Cap

coles font état d'échange de semences, de plants et de boutures utilisés dans les programmes d'Abalimi, achetés auprès des centres de jardinage d'Abalimi à Nyanga et Khayelitsha, puis ramenés au Cap-Oriental. Il existe aussi un flux inverse de semences de cultures traditionnelles pour le maïs arc-en-ciel, les haricots et les melons, partant des zones rurales vers les jardins d'Abalimi. Mama Mabel Bokolo, qui dirige le *jardin populaire* d'Abalimi à Nyanga en est une illustration parfaite. Elle produit régulièrement des semences provenant de sa maison de campagne pour générer de nouveaux stocks de semences.

« Je prévois de retourner définitivement au Cap-Oriental en 2017, et je veux promouvoir l'approche d'Abalimi dans ma maison de campagne » Mama Mabel Bokolo

Les expériences d'Abalimi et des « récoltes de l'espoir » s'appuient sur le renforcement des liens entre l'« urbain » et le « rural ». L'initiative « récoltes de l'espoir » a été conçue dans l'objectif d'unir les forces des producteurs et des consommateurs engagés autour du concept de l'agriculture soutenue par la communauté comme principe

directeur. Ce développement profondément axé sur la communauté constitue l'un des facteurs qui distingue Harvest of Hope de plusieurs services de distribution de paniers de légumes à vocation commerciale dans la région.

Les activités d'Abalimi à travers « récoltes de l'espoir » permettent d'introduire des éléments d'organisation communautaire et d'« enracinement » au sein des townships noirs du Cap, deux vertus rares dans les zones urbaines d'Afrique du Sud.

Les citoyens Sud africains sont souvent fortement individualistes et leurs relations sont basées sur les notions de concurrence et d'entrepreneuriat, tandis que la vie sociale en campagne repose sur les liens communautaires et les relations claniques. Ce type de relation entraîne parfois des tensions et des choix de vie difficiles, comme c'est le cas de Xolisa Bangani, un jeune leader paysan de 25 ans, qui devrait être le prochain chef d'un clan au Cap-Oriental. Il envisage de prendre cette responsabilité, mais souhaite d'abord développer sa propre organisation au Cap et acquérir de l'expérience dans la vie.

Ainsi, cette initiative centrée sur l'agriculture et l'alimentation cherche à mélanger des éléments socio-culturels et de

mode de vie de part et d'autre de la ligne qui sépare le milieu rural du milieu urbain en tirant le meilleur des deux mondes.

Henk Renting
Fondation RUAF
h.renting@ruaf.org

Femke Hoekstra
Fondation RUAF
f.hoekstra@ruaf.org

Rob Small
info@farmgardentrust.org
Cofondateur de d'Abalimi et de Harvest of Hope.
Fondateur de www.farmgardentrust.org, qui appui et fait la promotion d'Abalimi et de Harvest of Hope en tant que modèle national.

Pour plus de détails sur Xolisa Bangani, consulter la page deux du dernier numéro du bulletin Abalimi - <http://abalimi.org.za/wp-content/uploads/2015/01/ABALIMI-Newsletter-41-2014-Online.pdf>

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
<http://www.iedafrique.org/agridape.html>



Des marchés itinérants pour approvisionner les quartiers de Dakar en produits issus de l'agroécologie

Souleymane CISSE



Photo : SELL-SELLAL

Vente de légumes

18

Sell-sellal, est une coopérative regroupant 5 fédérations paysannes engagées dans l'agroécologie, elle a initié des marchés itinérants dans les quartiers de la ville de Dakar pour la commercialisation de légumes biologiques frais. Une initiative pour favoriser la consommation des produits locaux et qui contribue à la mise à l'échelle de l'agroécologie urbaine et périurbaine !

Une entreprise solidaire constituée par des petits producteurs pratiquant l'agroécologie

Depuis longtemps, les producteurs des Niayes mettent en œuvre des expériences de marchés citadins pour la commercialisation des produits bio, mais, jusque là, ces initiatives n'ont pas donné des résultats probants à cause d'un manque de maîtrise de la filière et une faible visibilité.

Ainsi, la coopérative Sell-Sellal a été créée en 2014 par cinq fédérations paysannes sénégalaises engagées dans l'Agriculture Saine et Durable (FAPD, WOOBIN, UCT, YNW et Ngatamaaré Toro) grâce à un partenariat ancien entre ENDA Pronat et les Organisations Paysannes, basé sur la recherche-action pour la promotion de l'agro-écologie. Ces recherches ont abouti à la production d'une large gamme de fruits et légumes labellisés de « ASD » (Agriculture Saine et Durable) pour donner

plus de visibilité et rentabiliser les produits issus de l'agriculture biologique.

Ainsi, c'est sous le label ASD que les fédérations Woobin (Keur Moussa) et FAPD (Diender), à travers la coopérative Sell sellal, commercialisent leurs produits biologiques notamment des fruits, légumes, œufs, aromates. L'objectif de cette approche est de contribuer à développer l'économie locale en proposant des aliments plus sains, produits sans pesticides.

Une offre diversifiée

Avec l'appui du CFSI, la coopérative a mis en place un système de marchés itinérant, des petits producteurs de la région périurbaine de Dakar généralement de la zone des Niayes, à environ 50km de la ville, commercialisent des fruits et légumes biologiques sous forme de paniers que l'on peut commander à l'avance soit en ligne, soit par téléphone, et récupérer dans les différents points de vente.

Les paniers sont proposés en différentes formules selon la quantité de légumes ou de fruits. On peut ainsi avoir : (i) « tuuti » qui veut dire un peu en wolof à 3 000 FCFA, le panier idéal pour 1 ou 2 personnes, (ii) « xaatie » ou demi à 5 000 F, le panier qui ravira toute la famille, (iii) « bari » ou beaucoup à 10 000 FCFA, il s'agit du panier plaisir des mangeurs de soupes et jus pressés. La coopérative offre également des œufs et produits agropastoraux de Casamance.

Aujourd'hui, l'initiative emploie trois personnes permanentes et un journalier. Elle fait vivre 50 familles de producteurs majoritairement dans la zone des Niayes. Avec des consommateurs de plus en plus nombreux, l'activité est entrain de se pérenniser petit à petit. La coopérative prévoit étendre ses activités à aviculture, élevage et la transformation des productions issues de l'agroécologie.

Synthèse de Souleymane CISSE
IED Afrique
Source : <http://sell-sellal.afriseo.com/>

« Let's Be a Farmer – Soyons un Agriculteur » : une initiative pour encourager les jeunes du Bénin à pratiquer l'agriculture

Ariel Djomakon, Moubarakatou Tassou, Pierre-Marie Kakpohoue, Yvon Saroumi

A l'instar d'autres pays en Afrique de l'Ouest, le Bénin connaît le problème récurrent de la migration des jeunes des milieux ruraux vers les zones urbaines. Si ces déplacements humains importants sont désignés sous l'exode rural, c'est plus le terme « exode agricole » que nous lui préférons. Car dans la pratique, c'est essentiellement de leur main-d'œuvre agricole potentielle que sont dépourvues les campagnes. Dans le contexte actuel du chômage des jeunes, l'ONG Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD) œuvre pour faire émerger des confrontations villes-campagnes pouvant favoriser l'engagement en agriculture des jeunes et des femmes.



Photo : ONG YPAD

19

Migrations rurales et agricoles, un phénomène dû à l'influence des villes sur les campagnes

En Afrique subsaharienne, le rôle important des paysans dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire n'est plus à démontrer. Au Bénin, ils représentent près de 70% de la population active, contribuent à 35% du PIB (AGVSA, 2014)¹ et fournissent la quasi-totalité des aliments (importations exclues). Malgré cela, les paysans et leurs familles, pris ici pour ceux qui vivent de l'activité agricole, sont et demeurent les communautés les plus pauvres du pays. Leurs outils de travail, encore manuels, et leurs difficultés d'accès à plusieurs ressources productives dont la terre, l'eau et le capital, rendent difficile l'appréciation à sa juste valeur de leur activité. Les paysans sont donc souvent très peu valorisés. Traiter par exemple un étudiant ou un « intellectuel » de paysan, paraît parfois péjoratif. Sous ces clichés, le problème du chômage s'accroît. En effet, le secteur agricole est le plus grand pourvoyeur d'emplois au Bénin. Or d'une part, les milliers de jeunes diplômés dans les villes à statut particu-

Jeunes citadins à la découverte des champs

lier² qui chaque année s'ajoute au nombre de chômeurs au Bénin n'explorent ni l'un ni l'autre les opportunités de travail dans l'agriculture. D'autre part, de nombreux jeunes ruraux des zones à fortes productions du nord- du centre- et du sud-Bénin nourrissent toujours l'ambition de venir à Cotonou, Porto-Novo ou Abomey-Calavi pour exercer dans le secteur informel ou en tant que conducteurs de taxi-moto. Parmi eux, de potentiels jeunes agriculteurs en provenance des villages frontaliers comme Modogan dans le sud-Bénin ou Kabo dans le centre du Bénin, migrent avec leur petit colis en main vers le géant de l'Est, le Nigéria³ pour paradoxalement exercer en tant qu'ouvriers agricoles. On note ainsi un désintéressement progressif de la jeunesse pour l'agriculture et pour le métier d'agriculteur. C'est dans ce triple contexte de faible valorisation du paysan, de chômage des jeunes et femmes et d'exode agricole que l'ONG Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD) en collaboration avec ses partenaires a initié en 2014 l'initiative « Let's Be a Farmer – Soyons un Agriculteur ».

Let's Be a Farmer – Soyons un Agriculteur, pour renforcer les interactions entre ruraux et citadins.

Let's Be a Farmer est une initiative portée par YPAD, en partenariat avec les ONG locales Young Leaders Corporation, Give-1Project et Young Pioneers for Development, et soutenue par l'Ambassade des Etats-Unis au Bénin. Elle constitue une réponse à la faible attractivité du secteur agricole pour les jeunes par la valorisation du métier d'agriculteur. Son objectif global est de valoriser l'image sociale du paysan afin de favoriser et renforcer l'engagement des jeunes en agriculture. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- promouvoir les petits agriculteurs et les organisations paysannes ;
- soutenir les jeunes entrepreneurs agricoles ; et
- favoriser le marketing de services et produits agricoles.

Pour atteindre ces objectifs, l'initiative a été déclinée en trois étapes :

- Etape 1 – Rencontres jeunes-paysans : il s'agit de mobiliser une centaine de

1 P.A.M. : Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA) en République du Bénin, de janvier 2014, Rome, p. 17

2 Au Bénin, les villes à statut particulier sont les villes de plus de 100 000 habitants. Sont catégorisées les villes comme Cotonou, Parakou etc.

3 DJEGBENOU (R.), « La migration des jeunes, quel gâchis pour la sécurité alimentaire du Bénin », in Romuald's Djegebenou's Blog, <djegebenou.wordpress.com> (consulté le 25 décembre 2013).

jeunes et femmes citadins dans des milieux ruraux afin de leur faire découvrir l'activité agricole tout en leur permettant d'avoir une image représentative de la réalité paysanne grâce aux communautés paysannes elles-mêmes.

- Etape 2 – Appui technique et financier aux jeunes entrepreneurs agricoles : YPAD envisage nouer divers partenariats pour apporter un appui technique et/ou financier à deux catégories de jeunes. D'une part, des jeunes qui parmi ceux mobilisés en première étape aspirent à s'engager dans la production agricole. Et d'autre part, des jeunes entreprenant dans le secteur agricole ou agro-alimentaire et qui ont besoin de renforcer leurs capacités managériales.
- Etape 3 – Mise en place d'une plateforme web communautaire : ceci pour faciliter les échanges et interactions commerciales entre acteurs du monde agricole et rural.

Pour les jeunes citadins, les paysans ont du talent !

La première étape a été lancée en 2014 et a permis de mobiliser 120 jeunes et femmes citadins auprès de 20 paysans, dont 13 femmes formatrices de produits agro-alimentaires, dans quatre localités différentes des communes de Bohicon, Porto-Novo, Parakou et Tchaourou. Les paysans ont formé les jeunes aux réalités du monde agricole et en retour les jeunes ont informé les paysans sur des innovations liant les technologies de l'information et de la communication à l'agriculture. Cette première étape constitue la base de l'initiative et lui confère son caractère innovant.

L'innovation réside dans le fait qu'elle ait mobilisé des jeunes « citadins » pour des activités champêtres et purement agricoles en milieu rural dépourvu de technologies et de confort des villes auxquels ces derniers étaient habitués. Aussi, l'initiative a suscité la collaboration entre ces jeunes et les petits agriculteurs, ce qui a fait ressortir la notion d'Apprentissage Socio-culturel Agricole Dynamique (AScAD). En effet, bien que nous soyons dans un même contexte socio-culturel, il s'est agi d'une collaboration entre deux catégories d'acteurs n'ayant pas la même perception des réalités sociologiques qui se posent à elles. Les uns étant de tout temps marginalisés aussi bien en matière d'accès aux ressources productives qu'au niveau des marchés d'écoulement en passant par les défis liés à la production agricole ; les autres carrément influencés par les préjugés et représentations urbaines, et ignorant tout de la valorisation du facteur « terre » pour créer de la richesse. Au terme de cette expérience, 9 jeunes citadins sur 10 affirment avoir apprécié cette découverte de l'activité agricole dans le monde rural et avoir une perception améliorée ou positive de l'image du paysan à travers le rôle capital qu'il joue dans l'approvisionnement des villes, et le talent

dont il fait preuve malgré l'environnement contraignant dans lequel il mène son activité.

Impacts socio-économiques relevés.

Au terme de l'expérience, une évaluation participative a été réalisée afin de mesurer le niveau d'atteinte des résultats au travers des indicateurs prédéfinis. Des impacts socio-économiques ont été observés. Sur le plan social, il s'est révélé une interaction fructueuse entre les différentes parties prenantes du projet. Les échanges de connaissances entre les deux catégories d'acteurs ont permis non seulement de faire découvrir aux jeunes les réalités du milieu rural et les techniques de production agricole mais également d'initier les agriculteurs TIC pour un accès facile aux informations relatives aux calendriers agricoles dans un contexte de changements climatiques, aux marchés d'écoulements et aux prix des denrées. Aussi, il a été noté un renforcement du capital social au niveau des localités rurales ayant accueilli les jeunes. Sur le plan économique, il est à noter une amélioration de la production des exploitations familiales qui ont accueilli les jeunes citadins. En effet, ces exploitations ont bénéficié de la force de travail des jeunes dans leurs activités quotidiennes pendant une période de l'année où la main-d'œuvre salariée est très demandée. Ce qui leur a permis de réaliser des économies dans la production notamment au niveau de la mobilisation de cette main d'œuvre salariée saisonnière qui est d'ailleurs onéreuse du fait de l'exode agricole. En outre, une dizaine de jeunes s'est rapprochée de YPAD pour avoir un appui dans l'élaboration de plans d'affaires pour la mise en œuvre de démarches de mobilisation de ressources afin de s'intégrer au tissu agricole local.

Les communautés paysannes fortement impliquées.

L'initiative est conçue sur la base d'un diagnostic participatif et mise en œuvre suivant les principes de l'approche participative. Ainsi dans un premier temps, il a été question d'identifier de façon exhaustive, toutes les catégories d'acteurs pour lesquelles la question de valorisation de la position des petits producteurs et de l'emploi des jeunes constitue un enjeu de développement. Suite à cela, les communautés paysannes, notamment les agriculteurs familiaux des zones de production agricole du Bénin, ont été identifiés comme des partenaires stratégiques pour la réalisation du projet. Elles ont alors été associées aussi bien au diagnostic de la situation d'insuffisance de départ qu'à la proposition de stratégies pour la résorber. Ainsi, elles ont défini leur degré d'implication au projet en mettant un accent particulier sur la principale ressource dont elles disposent et qui pourrait être mise à la disposition du projet. Un cadre d'apprentissage en milieu

réel pour les jeunes citadins a été ainsi mis en place suivant les intérêts de ces derniers. Les communautés paysannes ont défini leur capacité d'accueil des jeunes citadins, et des modules de formations pratiques devant être dispensés afin d'harmoniser les pratiques d'enseignement sur les différents sites.

Une expérience encouragée... mais des obstacles restent à surmonter

Les premiers résultats obtenus dans cette expérience ont été encouragés lors du 1er Forum de l'innovation sociale et de l'éthique mondiale (SIGEF 2014) tenue en Octobre 2014 à Genève, Suisse ; et dans le cadre du Concours « Les Paysans ont du Talent ! » lancé en marge du Livelihoods Camp 2015 en Février 2015 à Ouagadougou, Burkina-Faso.

Ces résultats encourageants obtenus à la première étape sont rendus possibles par la forte implication des communautés paysannes elles-mêmes, la motivation des jeunes citadins et des ONG partenaires au regard du caractère innovation, la facilité de la répliquabilité à toute échelle et l'efficacité de l'investissement réalisé (à peu près 1 350 000 FCFA, soit moins de 2 060 Euros).

Cependant, YPAD doit encore surmonter de nombreux obstacles afin d'atteindre d'autres résultats probants non seulement sur les autres étapes de l'initiative mais également en améliorant certains aspects de la première étape. Parmi ces obstacles, se trouvent :

- la formation pratique des jeunes qui aspirent s'engager l'activité agricole et selon leurs intérêts ;
- l'appui technique et le suivi à apporter à ces jeunes en vue de leur installation ;
- le financement nécessaire au développement de la plateforme web communautaire.
- Le souhait de la YPAD est que les jeunes à appuyer en agriculture puissent s'installer en milieu rural pour ne pas aussitôt être confronté au problème du foncier.

Ariel Djomakon,

Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD)
E-mail : ar.djomakon@ypadong.org
Tel: +229 96 84 69 59
<http://www.ypadong.org>

Moubarakatou Tassou,

Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD)
E-mail : mb.tassou@ypadong.org

Pierre-Marie Kakpohoué,

Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD)
E-mail : pm.sewedo@ypadong.org

Yvon Saroumi,

Youth Partnership and Agricultural Development (YPAD)
E-mail : yv.saroumi@ypadong.org

Approvisionnement des villes du Sahel en céréales transformées : Renforcer les capacités des femmes transformatrices pour une meilleure offre

Gilles Mersadier



Photo : AVI

Transformation de céréales

Les sahéniennes et les sahéniens peuvent nourrir les villes du Sahel ! C'est le slogan d'une campagne lancée par Afrique Verte International (AVI)¹ et ses membres pour sensibiliser les décideurs politiques et les partenaires financiers afin qu'ils prennent des mesures permettant de renforcer l'activité des transformatrices de céréales locales au Sahel.

¹ Afrique Verte International (AVI) est un réseau regroupant 5 associations : AMASSA – Afrique Verte Mali, APROSSA Afrique Verte Burkina, ACSSA Afrique Verte Niger, AGUISSA Afrique Verte Guinée et Afrique Verte en France.

Les femmes transformatrices au service du consommateur citadin...

Au Sahel la nourriture est composée pour les $\frac{3}{4}$ par les céréales locales vendues à l'état brut. Mais, avec l'urbanisation rapide et l'évolution des modes de vie, les populations citadines ont besoin d'une offre plus adaptée à leur mode de vie. Pour répondre à cette attente et rendre les céréales locales plus attractives, des groupements féminins s'investissent dans la transformation et la commercialisation d'aliments prêts à l'emploi. Ainsi, en proposant une réelle alternative nationale aux importations, les sahéniennes renforcent la sécurité alimentaire¹ des citadins et participent activement à la souveraineté alimentaire² de leur pays.

¹ La sécurité alimentaire permet à chacun d'accéder à une nourriture suffisante, saine et nutritive

² La souveraineté alimentaire est la possibilité pour les populations et les états de choisir leur politique agricole et alimentaire.

Renforcer les capacités de ses membres

C'est pour renforcer les transformatrices et leur permettre de réduire les difficultés décrites ci-dessus que les associations nationales membres d'AVI accompagnent depuis 10 ans dans quatre pays des groupements de transformatrices de céréales (mil, sorgho, maïs, fonio, niébé, riz) et oléagineux (sésame). Au Niger, au Burkina, au Mali et en Guinée, grâce au soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers, les associations fournissent à ces groupements, dénommés unités de transformation (UT), des formations, du conseil, des informations et des opportunités de financement. A l'heure actuelle, ces Unités de transformation (UT), sont au nombre de 200 et comptent près de 5500 membres (99 % de femmes) ; ils ont des statuts de différentes natures, allant du groupement associatif, coopératif ou familiale à la micro-entreprise avec du personnel salarié.

La stratégie d'appui aux UT s'articule autour de trois (3) objectifs, i) le renforcement des compétences techniques et organisationnelles des UT, ii) l'amélioration de la qualité et de la visibilité des produits transformés pour favoriser leur commercialisation, iii) le don aux UT de petits équipements et de matériel de transformation.

Ainsi, des unions et des fédérations se sont progressivement constituées, modifiant progressivement les modalités de l'appui apporté par AVI.

Le renforcement spécifique des capacités au sein de ces organisations d'UT devient aujourd'hui une nécessité si l'on veut qu'elles acquièrent les compétences leur permettant d'offrir à leurs membres les services dont elles ont besoin : gestion de commandes groupées, facilités d'accès au marché- aux investissements-aux crédits, recherche de partenaires techniques et financiers, formations dans différents domaines, etc.

Gilles Mersadier

Coordinateur Afrique verte Internationale (AVI)
Email : Gilles.mersadier@afriqueverte.org

Plus d'informations sur le site web d'Afrique Verte International (www.afriqueverte.org) et sa page Facebook (www.facebook.com/afrique.verte.international).



Région de l'Adamaoua au Cameroun : Des échanges ville campagne pour l'approvisionnement en œufs

François Djitie Kouatcho , Clotilde Megueni , Félix Meutchieye, Alexis Tegua, Dieudonné Bitom

22



Photo : François Djitie Kouatcho

Transport des alvéoles pour la distribution des œufs

jusqu'aux petits commerçants de campagne. En effet, compte tenu de la démographie galopante et des affectations en banlieues ou en campagnes de quelques fonctionnaires et agents de l'état, les œufs de poules villageoises qui parvenaient jadis à satisfaire les besoins des campagnes ne le peuvent plus. D'où la nécessité d'approvisionnement au niveau des villes. Il est cependant à noter bien que les quantités ne soient pas considérables, qu'il existe également un approvisionnement des villes en œufs de poules villageoises qui sont prisés pour leurs fraîcheurs, leurs qualités nutritives ainsi que pour leurs utilisations en médecine traditionnelle. Ces œufs qui sont acheminés des campagnes vers les villes par des commerçants de poulets fermiers coûtent significativement plus chers que ceux des poules pondeuses élevées de manière intensive. Les œufs issus de la production des campagnes et vendus en ville sont principalement ceux des poules, des pintades et des canes.

La ville de Ngaoundéré est un carrefour important du commerce au Cameroun et la filière œuf est très fleurissante dans cette partie du Cameroun. Cependant, du fait que les pôles technologiques et les zones de production des œufs se situent à près de 800 km de Ngaoundéré et des difficultés dans mobilité pour relier cette région avec des routes pratiquement inaccessibles, il devient opportun de se poser des questions sur l'origine, la qualité et les problèmes rencontrés dans la commercialisation de ce produit qui dessert le septentrion du Cameroun ainsi qu'une partie du Tchad.

Circuit d'approvisionnement et relation grandes métropoles, villes et campagnes

Selon une enquête menée auprès de trente (30) grossistes et revendeurs des 08 arrondissements du département de la Vina par ailleurs carrefour entre le Grand Sud et le Septentrion du Cameroun, l'approvisionnement en œufs de table se feraient quasi totalement au Sud dans les grandes métropoles notamment Bafoussam où se situe le pôle technologique et toutes les compétences de production. Les œufs une fois arrivés de ces grandes métropoles sont redistribués de Ngaoundéré vers les chefs-lieux des arrondissements qui dans certains cas, approvisionnent encore les zones plus enclavées.

Selon les investigations, les œufs de 96,7% de commerçants enquêtés proviendraient directement ou indirectement des producteurs de la région de l'Ouest Cameroun dont Bafoussam, le chef-lieu est situé à plus de 800km de Ngaoundéré. Cette ruée vers le septentrion fait partie des stratégies mises en œuvre par les acteurs de la filière pour dépasser les contraintes de la commercialisation d'un marché local déjà saturé.

Ainsi, les œufs arrivent par camion et sont déchargés dans la ville de Ngaoundéré chez les grands distributeurs. Les grossistes de différents arrondissements et autres départements viennent sur place s'approvisionner avant de rentrer les revendre à leur tour. La chaîne se prolonge ainsi

Des paramètres sociaux à prendre en considération

La commercialisation des œufs fait intervenir des acteurs aussi nombreux que divers. Cette activité concerne majoritairement des jeunes âgés de moins de 25 ans (30%) ainsi que des individus relativement âgés entre 45 et 55 ans (26,7%). La commercialisation est pratiquée majoritairement par des musulmans et 60% d'entre eux ont un niveau d'éducation de base

Les femmes, qui ne constituent que les 10% sont détentrices des plus grandes chiffres d'affaires allant de 100 à 1000 cartons d'œufs vendus par semaine (01 carton contient 12 alvéoles de 30 œufs chacune).

Pour 63,3% des personnes enquêtées le commerce des œufs est associé à d'autres activités génératrices de revenus. Cette activité est exercée par 63,3% de grossistes depuis au moins 03 ans ; ce qui témoigne de la rentabilité de celle-ci.

Le fond propre constitue l'unique source de financement de 66,7% de commerçants ; cependant, 20% associe aux économies personnelles d'autres sources de financement.

“ La commercialisation des œufs est pratiquée autant bien par les hommes que les femmes de tout âge, de niveaux d’éducation variés et exerçant autres activités ou non. ”

Prêter attention à l’éloignement des zones de production et la disponibilité des œufs sur le marché

Bien que les zones d’approvisionnement soit considérablement éloignées et difficilement accessibles, 26,6% de commerçants achètent et vendent entre 20 et 1000 cartons par semaine dans tout le grand Nord et le Tchad. Mais seulement 16,6% disent être capables d’écouler entre 100 et 1000 cartons. 20% affirment que d’autres œufs, notamment ceux des cailles, de canes et d’oies sont également demandés. Si 30% des commerçants trouvent que le prix des œufs est abordable, 53,3% pensent qu’il est plus ou moins abordable. Les 6,7% restants parce fonctionnant en mode de « dépôt vente » pensent ne pas être à même de juger le prix des œufs. La figure 1 illustre en pourcentage les problèmes rencontrés dans la commercialisation des œufs à Ngaoundéré et ses environs. Il en ressort que l’approvisionnement, les casses et pourritures d’œufs constituent les contraintes majeures de cette activité.

Les casses et pourritures entraînent de l’avis de certains enquêtés jusqu’à 25% de perte par stock et ceci de manière récurrente. Ces pertes sont accrues pendant la saison sèche lorsque les températures augmentent dras-

tiquement. De notre analyse, ces différents obstacles seraient dus à l’éloignement de la zone de production principalement. En effet, pour pouvoir générer assez de bénéfice, les producteurs des grandes métropoles sont obligés d’utiliser des camions de très grandes contenance afin de réduire les charges de transport. Ceci entraîne un temps plus long (environ 02 semaines) de collecte et de conditionnement des œufs. L’acheminement quant à lui peut prendre dans les meilleurs des cas 02 à 03 jours en saison sèche lorsque les routes déjà impraticables ne sont pas boueuses. Cependant, les fortes températures de cette saison affectent les œufs qui pourrissent plus rapidement. En saison des pluies, les routes boueuses occasionnent très souvent des accidents et augmentent les risques de casse qui ne sont pourtant pas vérifiées carton par carton à l’arrivée. Cette analyse démontre que la majorité des œufs ainsi obtenus ne sont plus très frais et ne devraient pas rester très longtemps stockés ou sur les étalages au risque d’accroître le taux de pourriture et ainsi d’en être un problème de santé humaine.

Des solutions et des perspectives

Face aux problèmes rencontrés, plusieurs stratégies sont élaborées et des perspectives sont envisagées par les commerçants. 40% envisagent d’augmenter le stock surtout en période de fraîcheur pour pallier aux problèmes d’approvisionnement entre autres, 27% préfèrent continuer ainsi malgré les problèmes rencontrés car ce commerce selon eux est assez lucratif. 10% prévoient d’abandonner car ils ne trouvent aucun bénéfice avec autant de pertes. Cette catégorie de commerçant a pour cette activité un capital réduit et est par conséquent plus sensible à d’éventuelles pertes. Les 23% restants pensent et adoptent déjà une multitude de stratégies pour continuer cette activité. On note entre autres les grands grossistes qui réduisent le stock ou qui font le « dépôt vente » pour avoir plus de clients et ainsi pouvoir écouler plus rapidement leurs produits. Certains recherchent bien qu’ils soient rares, chers et très sollicités, les producteur locaux qui sont une garantie de la fraîcheur des œufs parce que produisant sur place. D’autres encore se font tout simplement rembourser ou remplacer les pourritures par leurs fournisseurs.

Des meilleures conditions de production...

Compte tenu de la contribution de cette activité à l’atteinte de la sécurité alimentaire, l’amélioration du niveau de vie des familles démunies et surtout à l’essor économique du Cameroun en particulier, la résolution des problèmes présents dans la filière permettrait d’améliorer les avantages précédemment cités. Ainsi, les commerçants réclament à l’égard des pouvoirs publics la mise sur pied des conditions favorables pour une production locale ou dans des zones relativement proches et accessibles. Ceci passe par l’identification des producteurs locaux, des GIC (Groupements d’Initiatives Communes) et coopératives travaillant effectivement dans la filière avicole, l’identification et la résolution des problèmes par eux rencontrés, leur formation, leur financement et surtout suivi rigoureux.

Conclusion

La problématique de l’approvisionnement en œufs de table dans la région de l’Adamaoua en particulier affecte considérablement la qualité et la commercialisation de ce produit compte tenu de l’éloignement entre les grandes métropoles du Sud, producteurs d’une part et les villes et campagnes du Grand Nord, consommateurs d’autre part. La résolution de ces problèmes requière une implication forte du gouvernement pour un développement considérable et équitable. Ce n’est qu’à ce prix qu’on pourra effectivement parler d’une quelconque sécurité alimentaire et d’amélioration du niveau de vie des familles démunies dans le septentrion qui reste relativement enclavé comparativement au Grand Sud. Vivement que le « Plan d’Urgence du Cameroun » récemment initié par le politique puisse significativement y contribuer.

François Djitie Kouatcho

Biotechnologies et Productions Animales, Département des Sciences Biologiques, Faculté des Sciences, Université de Ngaoundéré- Cameroun

Clautilde Megueni

Chef du Département des Sciences Biologiques, Faculté des Sciences, Université de Ngaoundéré-Cameroun

Félix Meutchieye

Génétique et Systèmes de Productions Animales, Université de Dschang - Cameroun

Alexis Teguia

Nutrition Animale, Sciences Avicoles et Production. Université de Dschang- Cameroun

Dieudonné Bitom

Doyen de la Faculté des Sciences, Université de Ngaoundéré - Cameroun

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier, la Faculté des Sciences de l’Université de Ngaoundéré - Cameroun pour avoir rendu possible la réalisation de ce travail; tous les délégués du MINEPIA de la Vina pour avoir facilité la collecte sur le terrain; enfin Lazare Magama, Ernest Talla, Isaac Tizé et Katchouang Anne Solange pour leur contribution à la collecte et à l’encodage des données.

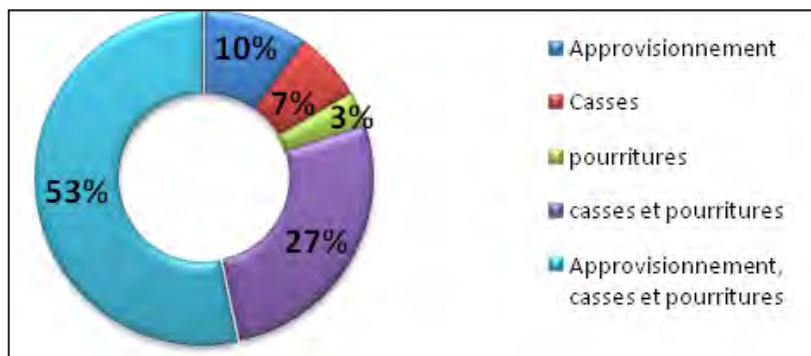


Figure 1: Problèmes rencontrés dans la commercialisation des œufs

SITES WEB

Site web d'Afrique verte internationale

<http://www.afriqueverte.org/>

Afrique Verte International, un réseau de 5 organisations : AcSSA Afrique Verte Niger, AMASSA Afrique Verte Mali, APROSSA APROSSA Afrique Verte Burkina, AGUISSA Afrique Verte Guinée et Afrique Verte en France, tous partenaires pour la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel.

Ce site offre une visibilité sur les activités d'AVI au Sahel, mais aussi sur la sécurité alimentaire à travers son bulletin « point sur la sécurité alimentaire » qui fournit des données sur la situation alimentaire des pays du Sahel. Il y'a également le bulletin riz qui fournit de l'information sur la filière riz au Mali dans le cadre des activités d'AMASSA Afrique Vert e Mali.

Plate-forme de conseil à distance pour les exploitations agricoles familiales

<http://www.tylnet.org/>

Cette plate-forme a pour vocation de permettre l'échange d'informations, le stockage de données et l'accès à des conseils personnalisés. Le but étant de proposer des outils aux producteurs afin d'améliorer leurs performances socio-économique. Le projet comporte deux volets principaux, un volet technique regroupant le développement de la plate-forme, la mise en place des cybers centres et d'un volet relationnel qui englobe la recherche d'organisations partenaires, la promotion de la plate-forme et la formation de facilitateurs et d'utilisateurs.

Site web d'Agrovélocités

<http://agrovélocites.org/>

Ce site offre de nombreuses informations et liens sur le thème de l'agriculture urbaine en Europe et ailleurs. Le site rassemble articles de presse, articles scientifiques, vidéos, photos et sites web dans le but de mutualiser et de créer du lien entre les innovations techniques et sociales qu'offre l'agriculture en ville.

Site web du Réseau d'agriculture urbaine de Québec

<http://www.agricultureurbaine.net/>

Ce site offre des informations sur les activités du réseau. Il fournit aussi de la documentation et des fiches techniques sur les pratiques agricoles et l'environnement des cultures, des sols etc.

Site web dédié à l'Année Internationale des Sols

<http://www.sols2015.ch>

Le site de la Coordination «Année internationale des sols 2015», il diffuse toutes les actualités liées à la mise en œuvre de l'AI 2015. On y retrouve des fiches d'information sur la vie des sols, différents matériels pédagogiques sur la science des sols y sont également partagés. Le site propose un agenda des événements en rapport avec les sols et l'agriculture de manière générale.

La librairie virtuelle sur l'agroécologie et l'agriculture de conservation

www.agroecologie-scv.org et <http://agroecologie.cirad.fr/>

Il s'agit d'une collection de documents que l'UR Aïda met à la disposition de tous sur son pour partager leurs savoirs faire et leurs expériences.

Cette librairie est accessible par mots clé, auteurs, pays, types de documents ou rechercher des mots dans le résumé. Il contient plus de 800 documents, la librairie référence aussi à un fond documentaire vidéo sur l'agriculture de conservation.

La librairie est gérée par le logiciel libre Open-library , outil open-source de gestion et de diffusion de documents bibliographiques à usage technique plus que scientifique, développé par les équipes d'AïDA CSIA (Conception de Système et Ingénierie Agro-écologique) sur l'Agriculture de Conservation et -- très prochainement -- CARABE (Caractérisation et gestion intégrée des risques d'origine biotique) sur la lutte intégrée.

Site web dédié à l'agroécologie

<http://www.agroecologie.fr/>

Ce site internet est dédié à l'agroécologie, et a pour objectif de donner à ses lecteurs des premiers éléments de connaissance et de compréhension : sur l'agroécologie en tant que tel, ses principes et ses concepts, sur ses acteurs, institutionnels et associatifs (recherche, formation, diffusion des méthodes) et sur les grandes figures engagées dans l'agroécologie, et enfin, sur des projets agroécologiques.

Le contenu de ce site est très partiel, vous êtes invités à visiter et à rencontrer les acteurs reconnus dans ce domaine,

à assister à des conférences, lire des ouvrages, échanger avec les personnes compétentes, etc.

La coopérative de l'Agriculture Saine et Durable (ASD) Sell-Sellal

<http://sell-sellal.afriseo.com/>

Sell-Sellal est une coopérative créée par 5 fédérations paysannes sénégalaises engagées dans Chaque semaine la coopérative organise des marchés ASD à Dakar lors desquels les consommateurs peuvent faire leur choix à la table ou commandez en avance des paniers de légumes pré-composés. Son site informe donc sur les marchés itinérants, les formules et les différents prix appliqués.

Association la maison de l'Agriculture Urbaine

<http://maisonagricultureurbaine.com/>

Le site de l'association Maison de l'Agriculture Urbaine évolue constamment afin d'améliorer la présentation et l'accessibilité de celui-ci. L'objectif est de le rendre plus agréable et fonctionnelle aux membres de l'association mais aussi aux simples visiteurs du site. Désormais le site présente une partie réservée uniquement aux membres appelée « Espace Membres » qui se situe dans l'onglet « L'association » avec une page reliée au Forum d'échange entre les membres mais aussi aux Fiches Techniques et Fiches Horticoles.

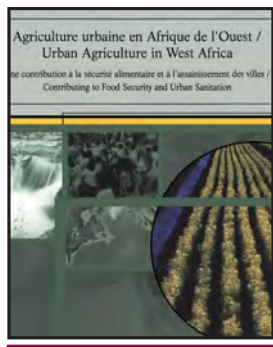
24



BIBLIOGRAPHIE

Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : Une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes.

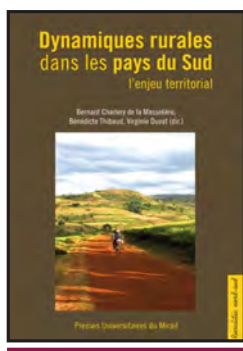
1999, Olanrewaju B. Smith, CRDI - Ottawa ; ISBN: 1-55250-261-9; 232 pages.



Cet ouvrage décrit la contribution précieuse de l'agriculture urbaine à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des agglomérations urbaines d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Il présente également une stratégie destinée à établir un réseau consacré à l'agriculture en milieu urbain avec l'apport d'acteurs multiple et l'appui des producteurs, des ONG, des institutions de recherche à l'échelle nationale, régionale et internationale et des donateurs, sans oublier les décideurs et les autorités gouvernementales aux paliers municipal et national.

Dynamiques rurales dans les pays du Sud, l'enjeu territorial.

2013, Bernard CHARLERY de la MASSELIÈRE, Bénédicte THIBAUD, Virginie DUVAT (dir.), Presses universitaires du Mirail,

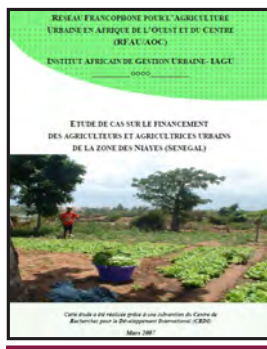


Le dualisme urbain-rural, construit idéologiquement au cœur même du paradigme du développement, a longtemps orienté les politiques au Sud. Pourtant, dès les années 1980 dans un certain nombre de territoires ruraux, l'accélération des mobilités spatiales dévoile l'importance des liens à la ville. Profitant de l'amélioration des réseaux de communications, les trajectoires sociales, de plus en plus individuelles, utilisent les opportunités offertes par l'émergence de territoires multipolaires à différentes échelles. Conjointement,

la densification du réseau urbain et l'accroissement des villes ont rapproché physiquement mondes ruraux et mondes urbains, créant un nouveau moment de leur histoire. Cependant, il faut aller au-delà de cet accroissement des flux et de ce changement dans la nature de ce qui s'échange, pour comprendre que sont en jeu la construction d'un nouveau modèle de développement, voire un nouveau mode d'existence, et celle de nouveaux territoires de référence, entre urbain et rural.

Etude de cas sur le financement des agriculteurs et agricultrices urbains de la zone des niayes (Sénégal).

2007, Amadou Abdoulaye FALL et al., Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), 83 pages.



Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du projet de recherche et de renforcement de capacités sur le financement des activités agricoles urbaines en Afrique de l'ouest initié sous l'égide du Réseau Francophone pour l'Agriculture Urbaine en Afrique de l'ouest eu centre (RFAU/AOC).

L'objectif de cette étude est d'évaluer le système de financement de l'agriculture urbaine au Sénégal. Trois grandes métropoles représentatives des Niayes ont été choisies : Dakar, Thiès et Saint-Louis qui regroupent plus de 70 % des productions horticoles et couvrent, de façon homogène, la diversité des terres adaptées à l'agriculture urbaine.

État de l'horticulture urbaine et périurbaine au Sénégal.

2010, Ministère de l'Agriculture, 42 pages.

Depuis l'avènement de l'alternance politique au Sénégal en 2000, des efforts considérables sont consentis par le gouvernement pour accroître la production et atteindre l'objectif de sécurité alimentaire. Pour amplifier les performances du secteur agricole, l'initiative « Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance » (Goana) a été lancée le 18 avril 2008 par le président Abdoulaye Wade. Cette initiative vise à mettre fin à la dépendance alimentaire du Sénégal. Le secteur horticole a largement

bénéficié des subventions de l'État dans le cadre de ce programme.

Le présent document, à travers une analyse approfondie des potentialités et des contraintes, retrace le chemin parcouru et donne des solutions pour une relance durable du secteur horticole.

Dynamique des agricultures périurbaines en Afrique sub-saharienne et statuts fonciers : le cas des villes d'Accra et Yaoundé.

Nov 2010, Sarah Dauvergne, HAL, 14 Pages.

Cette communication rend compte des premiers développements d'un travail de thèse engagé en 2008 sur le statut foncier des espaces urbains périphériques dans deux villes d'Afrique sub-saharienne, Yaoundé (Cameroun) et Accra (Ghana). Le contexte périurbain des villes d'Afrique subsaharienne est marqué par des transformations soudaines et brutales. L'urbanisation rapide des espaces périphériques pose un certain nombre de défis pour la sécurité alimentaire et la gouvernance urbaine.

Grain de Sel N°67/70, juillet 2014-Juin 2015, Inter-réseaux, « Année internationale de l'agriculture familiale : bilan et perspectives »



Ce numéro de Grain de Sel fait le bilan de l'Année internationale de l'agriculture familiale, en s'intéressant aux défis à venir pour les agricultures familiales et aux perspectives politiques que cette année a ouvertes.

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
<http://www.iedafrique.org/agridape.html>

BIBLIOGRAPHIE

Politiques d'appui à l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : Tenir compte des arrangements informels.

In perspective n°31, Janvier 2015, Ophélie ROBI-NEAU, 4 pages.



Ce Perspective est issu de la thèse d'Ophélie Robineau, réalisée au sein de l'UMR Innovation et co-encadrée par Christophe Soulard (Inra), Patrick Dugué (Cirad) et Lucette Laurens (UM3). La thèse a été cofinancée par le Cirad (département ES, Environnements et Sociétés) et l'Inra (Département SAD, Sciences pour l'action et le développement).

Le territoire est mort Vive les territoires! Une (re)fabrication au nom du développement.

2005, Benoît ANTHEAUME et Frédéric GIRAUT, Éditeurs scientifiques, IRD, 386 pages.



Partout dans le monde, on assiste en effet à une fabrication débridée de territoires, et «éloge de la proximité et du local se traduit en politiques de décentralisation, provoquant une vague sans précédent d'assemblages, de découpages et redécoupages. Dans les pays du Sud, les nouveaux acteurs de la société civile (ONG, associations, groupes d'entrepreneurs...) ainsi que leurs partenaires internationaux érigent à profusion des périmètres de projets, d'intervention ou de mobilisation, encouragés en cela par les paradigmes dominants que sont la « gouvernance » et le « développement durable ».

Afin de rendre compte de cette complexité territoriale contemporaine et d'en mesurer les limites, les auteurs de cet ouvrage nous

livrent une série de réflexions originales. Tout en plaidant pour une régulation des territoires au nom du développement l'ouvrage intéressera tous les lecteurs préoccupés par les enjeux politiques, culturels et économiques de la question territoriale contemporaine.

Le nouveau paysage mondial du soutien à l'agriculture.

Jean-Christophe Debar et Mathilde Douillet, Document de Travail N° 7, Juillet 2015, FARM, 35 Pages.



Ce document de travail complète et actualise la communication présentée par Jean-Christophe

Debar et Mathilde Douillet au colloque « Agriculture et géopolitique. Rivalités, puissance et coopération », organisé par la Société française d'économie rurale les 12 et 13 février 2014 à Guyancourt.

Il est divisé en quatre sections. Les deux premières sections dressent l'état des lieux du soutien à l'agriculture à partir des indicateurs publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et par la Banque mondiale. Ceux-ci montrent, d'une part, que le soutien a diminué dans les pays à haut revenu et augmenté dans les autres pays et, d'autre part, que les pays à haut revenu ont réduit les soutiens générant le plus de distorsions des échanges, contrairement à ce qu'ont fait beaucoup de pays émergents.

La troisième section examine brièvement les principales critiques adressées aux indicateurs de soutien utilisés. La quatrième section propose des explications aux évolutions observées et en explore quelques implications.

Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté.

2008, Conférence internationale du Travail, 97ième session, Bureau international du Travail Genève, ISBN 978-92-2-219486-5, ISSN 0251-3218, 151 pages.

La discussion de ce rapport à la Conférence internationale du Travail permettra aux gouvernements et aux partenaires sociaux



de donner des orientations claires au Bureau quant à la stratégie la plus appropriée pour promouvoir l'emploi productif et le travail décent afin de réduire la pauvreté

dans les zones rurales, et concernant les mesures à prendre pour mettre en œuvre cette stratégie.

LIBERER LE POTENTIEL DES EXPLOITATIONS FAMILIALES : Tenir compte des activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques des exploitations familiales dans la croissance économique durable du Sénégal.

2014, CNCR, 128 pages.



Ce suivi des exploitations familiales débouche directement sur des questions stratégiques pour les organisations paysannes et pour le CNCR : Quelles priorités se donner vis à vis de chaque catégorie d'exploitation familiale pour mieux relever les défis de la sécurité alimentaire nationale, de l'emploi et de la gestion durables des ressources naturelles, et ne laisser personne en route ? Comment soutenir chaque catégorie d'exploitations familiales (quels conseils et services leur offrir, quels thèmes développer dans le dialogue politique avec les collectivités locales et avec l'Etat) ? Quel système de suivi faut-il continuer de développer pour aider les organisations paysannes, mais aussi les autres acteurs, à prendre les bonnes décisions aux différents niveaux ? Les résultats de ce suivi fournissent des éléments consistants de réponse à ces questions, mais ils mettent aussi à jour six contraintes principales dépassant le niveau des exploitations familiales et qui limitent actuellement les possibilités de libérer leur important potentiel et leur contribution à l'essor national.

OPINION

Changer le visage de l'agriculture urbaine

Dominic Machingura



Dominic Machingura

Dominic Machingura pratique l'agriculture urbaine à Harare, au Zimbabwe. Son objectif est de prouver le potentiel de l'agriculture urbaine à produire des aliments bio et générer un revenu.

Beaucoup de gens croient que l'agriculture est une activité réservée aux «moins favorisés». En commençant par ma communauté à Belvedere, à Harare, au Zimbabwe, je veux changer cette fausse idée, je veux prouver le potentiel de l'agriculture urbaine à produire de la nourriture et à générer des revenus.

Ainsi, en octobre 2014, avec une superficie de 400m² et 200 US \$, j'ai démarré un projet d'agriculture urbaine. J'ai déjà effectué

deux (2) récoltes de laitue, j'ai pu avoir assez de nourriture pour ma famille et vendre une partie au supermarché, ainsi qu'aux membres de ma communauté. J'ai ainsi gagné suffisamment d'argent pour pouvoir installer un système goutte à goutte qui va accroître ma production.

J'ai fait le calcul, si chacune des 400 familles de ma communauté mettaient à disposition leurs terres disponibles, il y'aurait 8 Ha de terre pour produire des aliments bio. Cela permettrait d'avoir des légumes sains de haute qualité et de réduire leur dépendance aux légumes provenant d'autres régions à plus de 1000 Km.

La plus part de mes voisins attendant de voir comment mon initiative va se dérouler avant de démarrer la leur. Ayant entendu parler de mon expérience à travers l'Union des Agriculteurs de Zimbabwe et après avoir visité mon

exploitation, un agriculteur s'est lancé à la plantation de 1000 pieds de laitue dans son jardin. J'ai également collaboré avec quatre autres jeunes agriculteurs qui produisent des légumes dans d'autres parties de la ville.

Ceci est juste la naissance d'une nouvelle communauté d'agriculteurs urbains à Hararé. Je reste convaincu que ma prochaine récolte encouragera ceux qui « attendent de voir » et mon expérience va se multiplier. Cette expérience pourrait mener vers la redécouverte, la réinvention et la recréation de systèmes de production plus durables. Avec un de soutien de la part des autorités locale et la coopération au sein des communautés locales, ceci pourrait se réaliser.

Dominic Machingura
Email: evsimeon@gmail.com

Connotations et réalités des échanges agricoles entre villes et campagnes du Cameroun

Félix Meutchieye



Photo : Félix Meutchieye

Transport de produits agricoles au Cameroun

28

Le vieux phénomène de l'urbanisation a engendré une séparation des populations a fait émerger des cités dites « modernes », les villes et induit souvent des préjugés. Aujourd'hui, dans un contexte de chômage certes les relations villes campagnes restent complexes et montrent une grande interdépendance. Felix Meutchieye part des ambiguïtés de ces relations pour analyser l'interdépendance, les services et les échanges entre villes et campagnes. Il nous interpelle également sur les enjeux du transport des produits agricoles.

Chroniques des relations ambiguës entre citadins et villageois

Comme pour la majorité des pays africains au Sud du Sahara, l'apparition des « villes » selon l'acception aujourd'hui commune ne date que de la période coloniale. L'urbanisation progressive a eu pour conséquence de séparer des familles, communautés en citadins et ruraux. Et du coup, les rapports entre les campagnes et villes du Cameroun

semblent pas livrer de premier abord toute la complexité de leurs trajectoires et perceptions, donc de leurs histoires. Suivons des regards pluriels de deux artistes Camerounais témoins des premiers développements de quelques aspects. En 1952, dans la flamme des luttes en faveur de la décolonisation, Eza Boto (premier pseudonyme de l'écrivain proluxe Mongo Beti) dans « Ville cruelle » décrit les symptômes d'un malaise relationnel entre communautés de la ville, domina-

trices et prédatrices, jouisseuses, séductrices et commerçantes, et celles de la campagne, naïves, telluriques, solidaires, riches d'expériences, avec ses blocs antagonistes vieux-jeunes. La trame est toute agricole. Seuls les exportateurs blancs décident et imposent les prix du cacao, spéculation agricole supposée rendre riche le producteur. Le schéma initial semble ne pas se superposer aux réalités décevantes. L'exploitation abusive semble déjà alors inscrite dans la perception globale de la



Photo : Félix Meutchieye

29

Étala de produits agricoles dans le marché de Dschang

ville et surtout de ses puissants, vivant dans les confortables maisons de Tanga Nord, tandis que ceux fuyant la misère et poursuivant un rêve de bonheur inespéré croupiront dans les taudis de Tanga Sud. Le musicien ANDRE Marie Tala (1972) réussira un texte poétique mémorable pour simplifier la compréhension de la fièvre de l'exode rural avec son titre toujours actuel « Je vais à Yaoundé ». Les motivations ne manquent pas, tout comme les surprises. Entre Bamila (la campagne) et Yaoundé (la ville, capitale), les humains ne se regarderont plus de la même manière. Il est encore courant au Cameroun d'entendre prononcer comme injure « villageois », car le village est rempli de préjugés, de retards, de malaises, certes matériels, mais aussi symboliques. Est-ce l'explication de la forte urbanisation dans les grandes villes africaines ? Je le crois en partie.

La ville qui inspira la campagne : caféiculture et son histoire dans l'Ouest Cameroun

En guise de révolte « sourde » aux diktats des citadins arrivistes et dominateurs, une

classe rurale camerounaise, digne et fière, en procédant à l'appropriation populaire de la culture du café jadis aux mains du colon occidental décida de transformer progressivement les rapports de force. Fort du symbolisme politique de sa démarche, en 1954, le syndicalisme paysan dans la région dite Bamiléké (*Grassfields* de l'Ouest Cameroun) aboutit à la création de la première coopérative agricole endogène (UCCAO) du pays, au plus fort des revendications nationalistes. L'appropriation de la culture, des techniques de collecte, torréfaction et exportation d'un café directement sur le marché international ouvrit des champs beaucoup plus grands. En dépit de la rapide tentative de détournement des objectifs par le nouveau et premier gouvernement nationale et les suivants, ce modèle d'autodétermination se répandit par effet tache d'huile. Non sans conséquences. Pour ne pas trop s'éloigner de leurs parcelles, la coopérative initia des démembrements dans les campagnes, ouvrit des routes, des ouvrages importants (magasins, participation dans la construction des écoles, centre de santé, électrification, petite hydraulique, et même reboisement) et plus tard la vulgarisation agricole. Cette transformation des esprits

fut le déclencheur d'autres transformations. Les évolutions politiques et démographiques se sont alors accompagnées des méthodes innovatrices de substitution lors de la déprise caféière. De nouvelles spéculations agricoles marchandes, notamment maraichères se sont répandues. On passait ainsi au sein d'UCCAO de la production de la caféine aux protéines animales (poules, œufs, miel...). Et tous ces produits finiront dans diverses villes, d'ici et d'ailleurs.

Organisation spatiale et spécialisation des filières ou exposition de la richesse rurale

Les étals alimentaires urbains sont en effet le reflet de la production biologique des campagnes. Devant des revendeuses, habiles intermédiaires, commerçantes professionnelles, en fonction des saisons ou non, s'étalent des produits que recherchent les petits ménages, incapables de franchir les portes des hypermarchés devenus modes de consommation des classes moyennes ou riches. Dans la plupart des villes du Cameroun, les marchés des produits agricoles s'ali-

mentent dans des campagnes spécifiques et ont été depuis longtemps des prémices des indicateurs géographiques. Pour les tomates et autres légumes-feuilles frais d'altitude de l'Ouest Cameroun, aussi bien dans les villes de Douala que de Yaoundé, il est connu les fameux marchés de Sandaga et 8ième qui à leur approvisionnement les petites épiceries ou des marchés relais urbains. La ville consacre ainsi par ses étals des sortes de « Consulats » ou « représentations » paysannes. Sans toutefois les acteurs concernés qui apprennent déjà les techniques de ventes groupées, négociées ou directes avec des revendeurs en régie, même si cela reste encore assez embryonnaire. Les fêtes en l'honneur du monde rural au Cameroun (comices agricoles) semblent erratiques, sous une forte influence politique avec des calendriers parfaitement flous. Ceci entrave une insertion harmonieuse des bonnes pratiques commerciales, et engendrent parfois des mauvais approvisionnements, avec pour conséquences des renchérissements des prix pour les petites bourses urbaines. Les agences de régulation et d'information se sont vite essouffées depuis belle lurette dans le contexte du Cameroun, laissant aux Bayam-sellam, ces femmes courageuses, entreprenantes, intermédiaires voraces et prédatrices d'esprit tout le champ libre pour déposséder les richesses à la fois des petites forces rurales et urbaines. En absence de tout arbitrage.

Les services éco-systémiques oubliés en ville et aussi en campagne

A coté de « l'importation » des agricultures urbaines pour faire face aux soucis de chômage, pauvreté, leur valeur socioculturelle reste pourtant assez peu comprise ou même étudiée. Dans la majorité des villes du Cameroun, les espaces verts sont devenus « gris », de béton, en absence des politiques et pratiques cohérentes, notamment sur le plan foncier. Cependant, les gagnes-petits n'hésitent jamais à empiéter sur les parterres, les zones humides et autres flancs de routes pour labourer, de manière temporaire ou permanente (voir *Agridape* vol.30, numéro 3). Ce phénomène d'appropriation abusive des terres s'étend de plus en plus en campagne, par une « élite » suffisante, arriviste et prédatrice, via le phénomène de rurbanisation (Meutchieye, 2012). Dans certaines villes en identifiant les espèces végétales et animales, on saurait immédiatement les communautés d'origines des propriétaires. La ville est le reflet de la campagne et de ses modes de vie, pour ceux qui y ont fait l'essentiel de leur existence. Une trans-

position des modes de vie, surtout dans les motivations de survie aboutissent aux choix malheureux comme dans les villes du Septentrion camerounais : déboisement massif pour la collecte du bois de cuisine et pollution envahissante. L'absence d'une belle intégration des services éco-systémiques en milieu urbains n'aura que des conséquences fâcheuses sur les villes elle-même et bien entendu sur les campagnes voisines ou de son faisceau de réseaux (Graeme et al., 2014). Si en milieu rural, l'on voit mieux les tensions entre les enjeux de production et les risques, les tensions de survie soutenues par la masse urbaine de plus en plus nombreuse et moins « consciente » de la dégradation inhérente à la production alimentaire devra être prise en compte. Si les campagnes alimentent les villes, celles-ci fournissent aussi de nombreux services et biens, notamment dans le domaine agricole. Les grandes villes du Cameroun jouent un rôle important dans la centralisation, rediffusion des ressources biologiques animales et des innovations agricoles. Les intrants biologiques, engrais, pesticides, équipements, et même les services financiers qui repartent vers le monde rural ont leurs bases en ville. Le gros des centres de formation et recherche agronomiques préfèrent intervenir dans les villes ou des campagnes proches. Seules les grandes exploitations, aux assises financières établies se permettent des approvisionnements et livraisons directes. Pour nourrir les villes, les paysans doivent non seulement souvent y aller chercher d'autres services utiles, mais encore plus les intrants, quand ils sont accessibles. Et l'inventivité paysanne dans les moyens de transport est prodigieuse !

La question des facilités de transport des produits agricoles et les enjeux de bien être intégral

Dans un pays reposant essentiellement sur des réseaux routiers pour le mouvement humain et leurs biens, l'état des lieux est certes encourageant, mais bien loin du compte. Les véhicules qui accèdent aux campagnes pour le transport des vivres frais et du bétail ne sont que des compositions mécaniques, parfois branlantes et qui sont les seuls moyens de transport des producteurs, et pour eux et pour les produits. Le réseau ferroviaire s'est dégradé considérablement et même réduit entre les indépendances et 5 décennies plus tard. C'est avec un exploit certain que des masses rurales entassent des animaux et vivres périssables dans divers automobiles ou cycles pour rejoindre les villes, parfois au péril de leur propre confort et finalement sur

la qualité des produits. Le transport des produits agricoles frais soulèvent un gros besoin de repenser les enjeux du bien être intégral du paysan, ce rural qui nourrit le monde de plus en plus urbain, pauvre ou riche. En fait, il est question maintenant de bien être intégral. Face aux demandes agressives de la consommation urbaine, si rien n'est fait en reliant dignement la campagne et la ville, les conséquences dont les prémices furent les « émeutes de la faim de 2008 » ne tarderaient pas à se faire sentir. Ce que je ne souhaite nullement. Et vous non plus, du moins j'espère !

Félix Meutchieye,

Ingénieur-Agronome/Généticien
Enseignant-Chercheur
Département des Productions Animales, Université de Dschang
fmeutchieye@gmail.com

Principales références :

Boto, E. 1954. Ville cruelle. Présence Africaine Ed. Lyon, 223p.

Graeme et al., 2014. Implications of agricultural transitions and urbanization for ecosystem services. *Nature* 515: 50-57.

Meutchieye, F. 2012. Cameroun : Les agriculteurs ruraux bientôt sans terre ? Une histoire foncièrement pénible ! *Agridape - Revue sur l'Agriculture Durables à faible intrants externes*. Volume 28 (1) :12-13.

Meutchieye, F. 2011. Les agricultures péri urbaines au profit des jeunes : entre programmes et imagination personnelle, que faire ? *Agridape - Revue sur l'Agriculture Durables à faible intrants externes*. Volume 27 (1) :18-20.

Tala, A.M. 1972. Je vais à Yaoundé (Disque vinyle)

Visitez

la page web
de AGRIDAPE

<http://www.iedafrique.org/agridape.html>

retrouvez AGRIDAPE sur notre
page facebook IED AFRIQUE

La FAO met en place une Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale

En juin dernier, la FAO a lancé sa plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale. Cette plateforme fait suite à un besoin exprimé en 2014 lors de l'Année Internationale de l'Agriculture familiale.

La Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale constitue « un fonds de connaissances mondiales sur l'agriculture familiale », elle centralise l'accès à des informations numérisées aux niveaux

internationales, régionales et nationales en rapport avec l'agriculture familiale. Elle rassemble des données pertinentes sur l'agriculture notamment des lois et des textes législatifs nationaux, des politiques publiques, des pratiques optimales, mais aussi des statistiques, des recherches, des articles et des publications.

Elle intègre et agence de manière systématique les informations existantes pour

mieux renseigner et aider les responsables politiques, les organisations du secteur de l'agriculture familiale, les spécialistes du développement, ainsi que les différents intervenants sur le terrain en leur fournissant des connaissances dont ils ont besoin.

Lien vers la plateforme : <http://www.fao.org/family-farming/fr/>

Burkina Faso : PROLINNOVA et PROFEIS organisent la Foire de l'Innovation Paysanne en Afrique de l'Ouest (FIPOA)



Une vue des participants à la cérémonie d'ouverture de la Foire de l'innovation paysanne en Afrique de l'Ouest

Des agriculteurs et chercheurs des cinq continents se sont penchés, du 12 au 14 mai à Ouagadougou, sur les stratégies agricoles adaptées aux changements climatiques sous la houlette du réseau Promotion de l'innovation locale en agriculture écologique (Prolinnova) et de Promouvoir l'expérimentation et l'innovation paysannes au Sahel (Profeis). L'événement s'est déroulé en deux étapes, d'abord le 12 au 14 mai 2015, un atelier francophone sur des Approches de la Recherche et du Développement par et avec les Producteurs, puis les 15 et 16 mai 2015 avec la

foire de l'Innovation Paysanne en Afrique de l'Ouest (FIPOA).

L'atelier visait à (i) tirer des leçons sur les approches de la recherche menée par et avec les producteurs dans les contextes de développement en Afrique francophone de l'Ouest ; (ii) formuler des recommandations pour l'avenir en termes de méthodologies de recherche, leur mise en œuvre et la diffusion des résultats; et enfin (iii) établir et renforcer le réseautage dans une perspective de placer les exploitations agricoles familiales et leurs besoins (voire contraintes et potentialités) au centre de la

recherche agricole dans le développement en Afrique francophone de l'Ouest.

A l'issue de cette rencontre, une déclaration sur les approches de la recherche et le développement agricole a été faite par les producteurs et productrices. Celle-ci comporte des recommandations, des engagements et des perspectives de la part des organisations de producteurs, d'institutions de recherche nationales et internationales de développement, de partenaires techniques et financiers de 5 pays d'Afrique de l'Ouest.

Projet DFC : IED Afrique met en place un dispositif de concertation, d'harmonisation et de suivi des interventions dans la région de Kaffrine

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet DFC (Décentralisation des Fonds Climat) IED Afrique, envisage la mise en place de comités départementaux de concertation et de suivi dans les quatre départements que compte la région de Kaffrine (Kaffrine, Kounghoul, Birkelane, Malem-Hodar). Ceci pour répondre à un souci de bonne gouvernance dans la gestion des fonds destinés à financer la résilience des populations face aux méfaits des changements climatiques.

Cette préoccupation du projet DFC coïncide avec l'engagement des autorités administratives à mettre en place un dispositif unique de suivi des interventions des partenaires au développement. En effet, l'harmonisation des interventions était ressortie comme l'une des recommandations

phases des deux conférences d'harmonisation (2012 et 2013). Ceci pour créer une synergie et une complémentarité entre interventions des ONG's et initiatives locales en matière d'appui à la décentralisation et au développement local.

Fort de ce constat, IED Afrique a jugé nécessaire d'accompagner et d'appuyer la mise en place des comités de concertation, d'harmonisation et de suivi des interventions, en collaboration avec l'ARD de Kaffrine (Agence Régionale de Développement) et les autorités administratives, le Gouverneur et les préfets, notamment.

Ainsi, quatre (04) ateliers ont été organisés dans les quatre départements où intervient le projet.

Le dispositif proposé s'articule autour de deux axes : vertical et horizontal, pour

une cohérence d'ensemble. L'axe vertical basé sur la territorialité s'articule sur trois niveaux d'échelle territoriale que sont la région, le département et l'arrondissement à travers des comités d'harmonisation, de concertation et de suivi des interventions. L'axe horizontal qui prend en charge les problématiques de développement sectoriel est organisé autour de trois plateformes régionales déclinées au niveau de chaque département : la plateforme régionale du Développement Economique Local (DEL) ; la plateforme de l'éducation et la plateforme régionale de la santé, de l'hydraulique et de l'assainissement.

Il est prévu un atelier régional d'harmonisation pour permettre une compréhension commune et une vision partagée des rôles et responsabilités des comités ainsi créés.

32

Burkina Faso : Des boursiers du projet PRESA participent au débat citoyen sur le climat et l'énergie

Le 06 Juin 2015, 90 pays s'étaient donné pour ambition de tenir 104 débats citoyens planétaire sur le climat et l'énergie. Ces débats sont des cadres d'échange et d'expression citoyenne, ils sont initiés par le secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), la Danish Board of Technology Foundation (DK), la Commission française du débat public et la mission Publique de France, avec la collaboration de la World Wide Views Alliance.

Cette initiative entre dans le cadre des activités de la 21^{ème} Conférence des Parties, et le Secrétariat de la CCNUCC l'a reconnu comme faisant partie du processus de négociation. L'objet d'un tel débat est de permettre aux citoyens de se saisir des enjeux des négociations internationales afin de devenir parties prenantes des décisions publiques et de valoriser la parole citoyenne sur les enjeux complexes.

Au Burkina Faso, l'évènement a été organisé par l'agence CORADE (conseils, recherche-action, développement d'expertise) et a vu la participation de 110 participants de trois régions du Burkina Faso (le Centre, le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun), dont deux boursiers du projet Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA).

L'approche méthodologique consistait à organiser les participants sur 14 tables rondes de 7 à 8 personnes environ selon la langue parlée (3 tables dioulaphones, 4 tables mooréphones et 7 tables francophones). Par la suite, une (01) vidéo d'environ 10 minutes portant sur un thème du changement climatique a été projetée à l'attention des participants. A l'issue de la projection, les participants disposaient de 25 à 30 minutes pour débattre du thème. Après le débat, une fiche de vote sous forme de questionnaire a été remise à chaque participant pour lui permettre de donner son avis. Les différents avis étaient immédiatement saisis sur une plateforme et diffusés instantanément sur internet via un « webtool » et accessibles par tous.

Au terme de cette journée de débat citoyen, les boursiers ont pu se rendre compte que les populations n'ignorent pas le changement climatique ni même ses effets. Elles proposent même des solutions pour endiguer le phénomène. C'est par exemple le souhait de l'instauration dans les programmes d'enseignement primaire, un module sur « l'éducation environnementale ». De même, la lutte contre le changement climatique n'est pas qu'une question de politique publique. Le secteur privé, en tant que facteur reconnu du dérèglement climatique en est aussi victime.



La lutte contre le changement ou même l'adaptation aux effets du changement climatique se doit d'être une lutte commune. C'est pourquoi la notion de partenariat public-privé a toute sa raison d'être dans les questions climatiques et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est plus que d'actualité pour sensibiliser les chefs d'entreprises.

B. Chantal KARAMBIRI/SAWADOGO
Rodrigue IDOGO